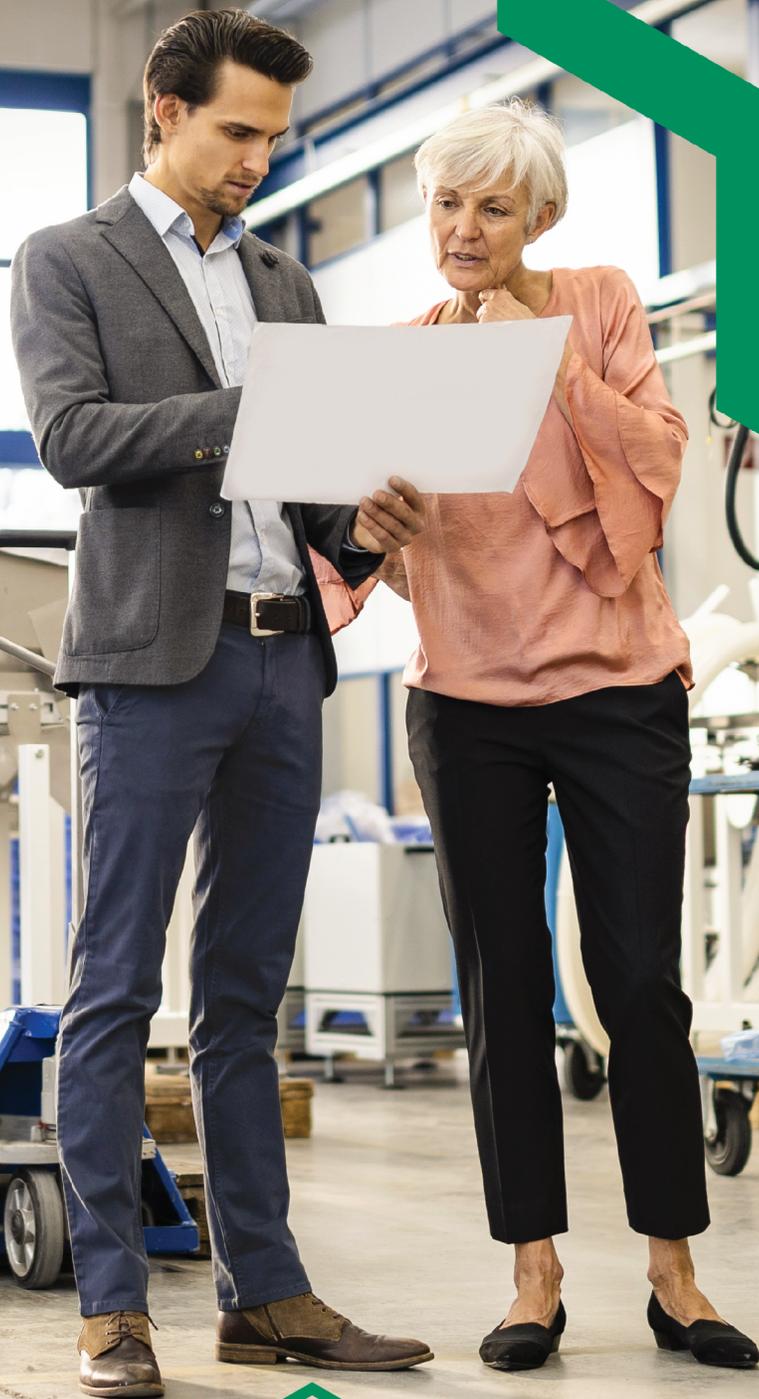


Aller loin, avec vous



**Rapport financier
annuel 2024**

 **Desjardins**
Capital régional
et coopératif



Table des matières

Rapport de gestion	3
1.0 Faits saillants.....	4
2.0 Faits saillants financiers CRCO.....	6
3.0 Aperçu.....	7
4.0 Analyse de la performance financière par la direction.....	11
5.0 Évènements récents.....	29
6.0 Rendement passé.....	30
7.0 Aperçu du portefeuille.....	31
8.0 Rapport de la direction.....	33
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	34
Relevé du coût des investissements à impact économique québécois	69
Relevé des autres investissements	83
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires	87

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion annuel complète les états financiers individuels et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers individuels annuels complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers individuels, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celui-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

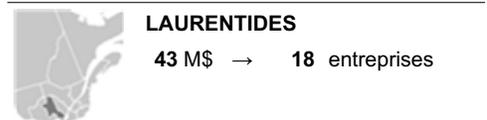
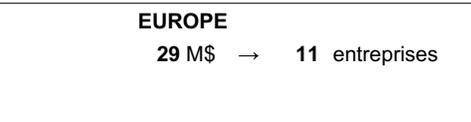
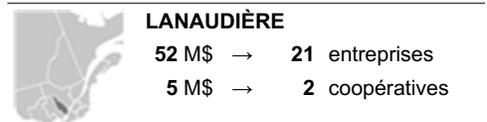
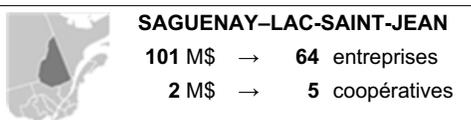
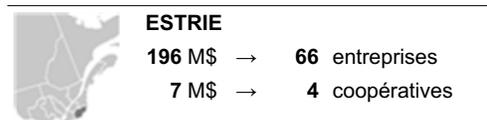
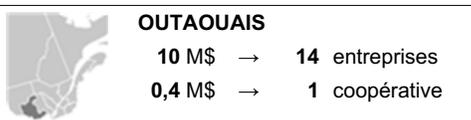
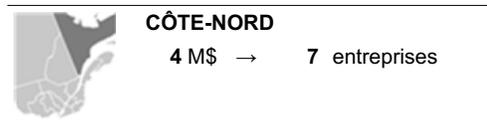
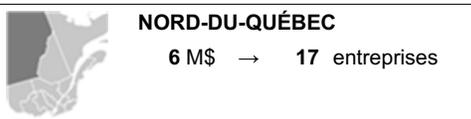
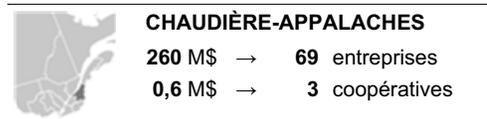
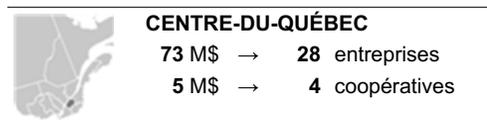
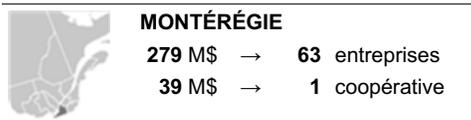
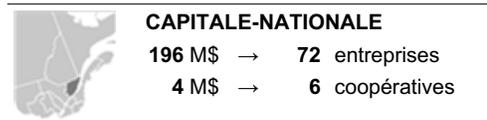
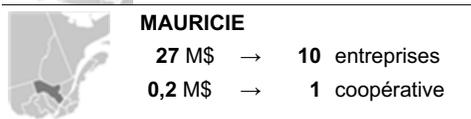
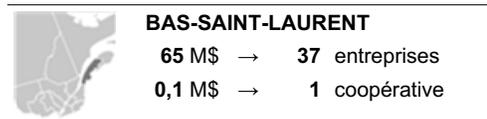
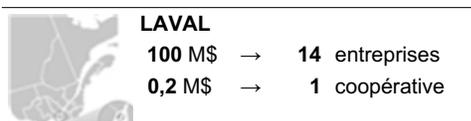
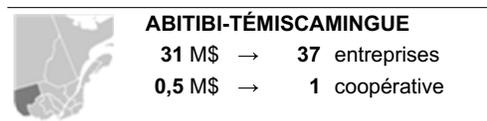
Vous pouvez obtenir les états financiers individuels annuels gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR+ (www.sedarplus.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière intermédiaire.

1 Faits saillants

1.1 Des engagements partout au Québec

CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 31 décembre 2024, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :

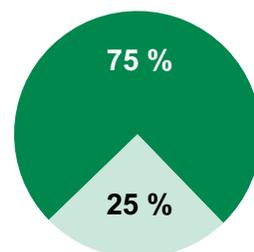


AU TOTAL

727
ENTREPRISES,
COOPÉRATIVES ET FONDS

2 234 M\$
AU PROFIT DES PME

75 %
DES ENTREPRISES ET DES
COOPÉRATIVES
PROVIENNENT
DES RÉGIONS AUTRES QUE
MONTRÉAL ET
CAPITALE-NATIONALE

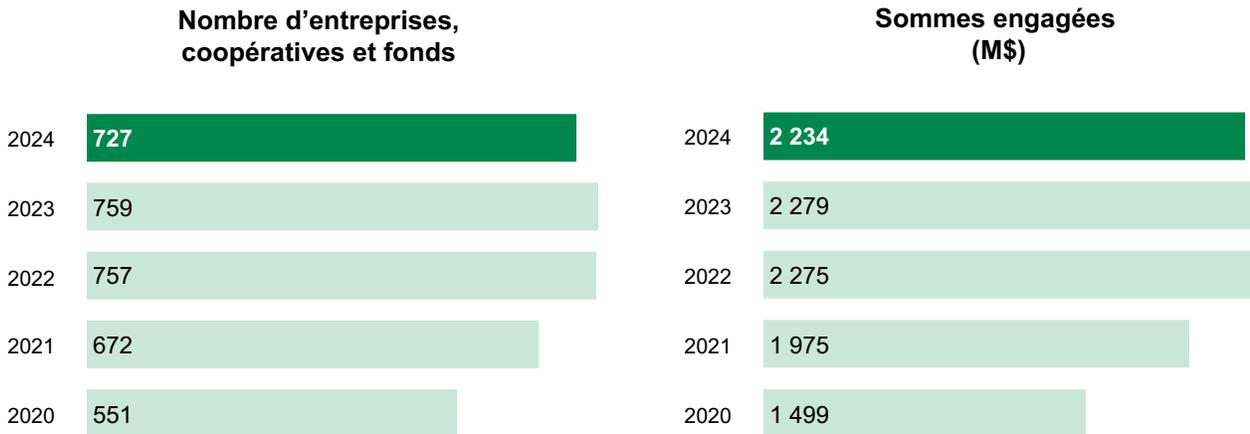


■ Autres régions
■ Montréal et Capitale-Nationale

⁽¹⁾Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

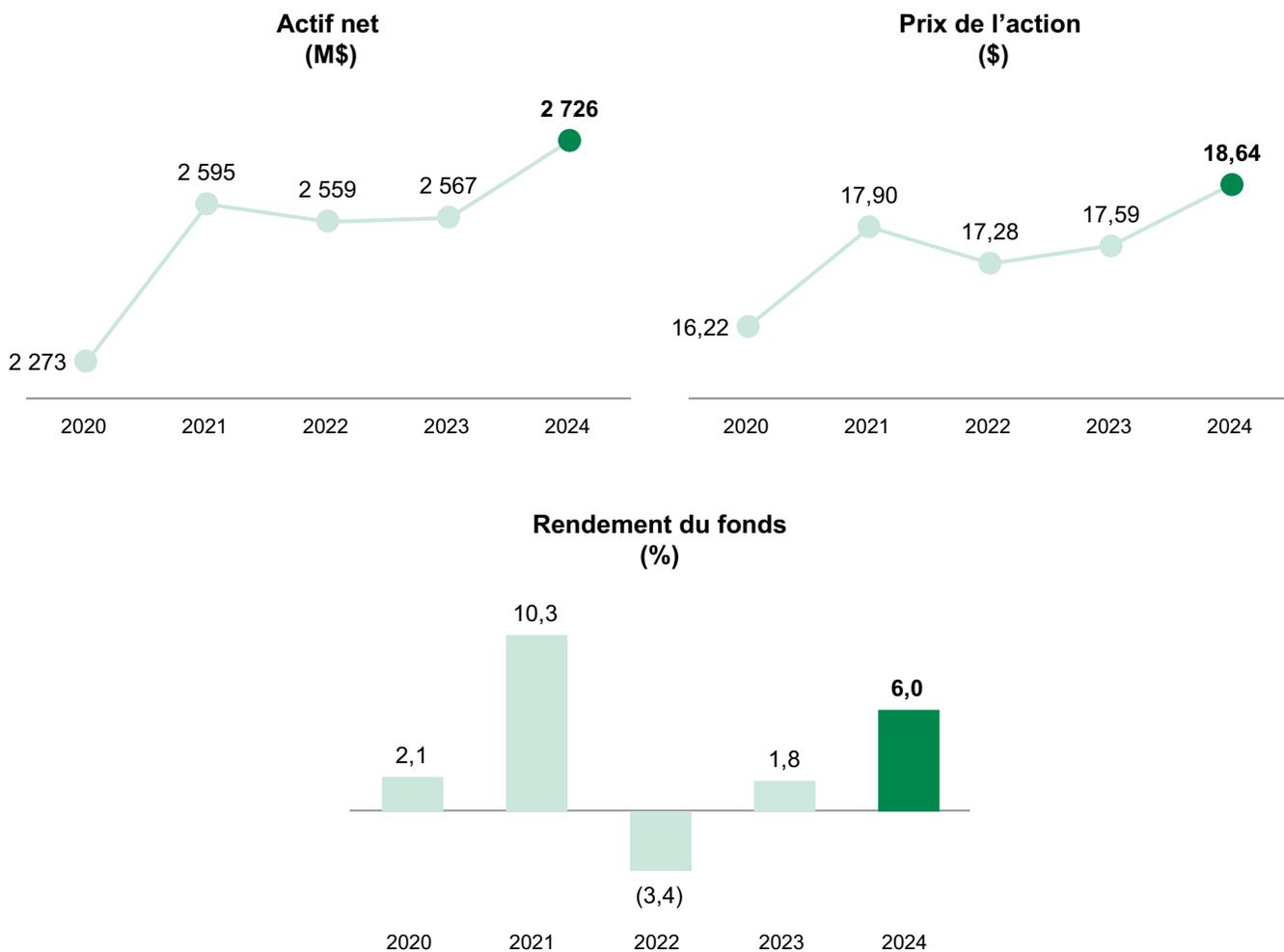
1.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AUX 31 DÉCEMBRE



1.3 Données financières CRCD

AUX 31 DÉCEMBRE



2 Faits saillants financiers CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices. Ces renseignements découlent des états financiers individuels annuels audités de CRCD.

2.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Produits	92 079	118 104	97 830	67 951	48 233
Gains (pertes) sur investissements	119 251	(15 986)	(129 518)	212 275	38 471
Bénéfice net (perte nette)	153 542	44 627	(87 918)	234 476	46 429
Actif net	2 725 998	2 566 618	2 559 100	2 594 703	2 272 798
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	146 226	145 933	148 099	144 959	140 110
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	2,0	2,0	2,0	1,8	1,8
Taux de rotation du portefeuille :					
- Investissements à impact économique québécois (%)	6	8	8	15	13
- Autres investissements (%)	79	51	118	111	100
Ratio des frais d'opération ⁽²⁾ (%)	—	—	—	—	—
Nombre d'actionnaires (nombre)	110 546	111 433	113 690	113 039	109 286
Émission d'actions ordinaires - catégorie A « Émission »	123 424	59 654	140 088	140 155	139 842
Échange d'actions ordinaires - catégorie B « Échange »	—	49 885	49 905	99 855	(92)
Rachat d'actions ordinaires	117 586	96 763	87 773	52 726	221 939
Investissements à impact économique québécois au coût	1 622 832	1 659 283	1 658 473	1 440 623	1 108 055
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	1 905 412	1 842 169	1 938 022	1 796 083	1 298 331
Fonds engagés mais non déboursés ainsi que les garanties et cautionnements	311 804	175 937	222 262	199 130	238 226

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges opérationnelles inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net à la fin de l'exercice ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

2.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021	31 déc. 2020
Actif net par action ordinaire au début de l'exercice	17,59	17,28	17,90	16,22	15,94
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	1,06	0,31	(0,59)	1,67	0,34
Intérêts, dividendes, distributions et honoraires de négociation	0,64	0,81	0,67	0,48	0,35
Charges d'exploitation	(0,37)	(0,36)	(0,34)	(0,32)	(0,27)
Impôts sur les bénéfices	(0,03)	(0,03)	(0,02)	—	(0,02)
Gains (pertes) réalisés	0,04	0,53	(0,14)	0,34	0,56
Gains (pertes) non réalisés	0,78	(0,64)	(0,76)	1,17	(0,28)
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,01)	—	(0,03)	0,01	(0,06)
Actif net par action ordinaire à la fin de l'exercice	18,64	17,59	17,28	17,90	16,22

3 Aperçu

CRCD a clôturé son exercice 2024 avec un bénéfice net de 153,5 M\$ (bénéfice net de 44,6 M\$ pour la même période en 2023), soit un rendement de 6,0 % (rendement de 1,8 % en 2023) résultant en une augmentation de l'actif net par action à 18,64 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2024. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à long terme à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD vise à bénéficier d'un profil global équilibré et à atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

L'activité d'investissements à impact économique québécois atteint un rendement de 9,5 % en 2024, comparativement à un rendement de 4,0 % en 2023. La relance amorcée pendant le deuxième semestre a permis de compenser pour certaines entreprises dont les marges bénéficiaires continuent d'être affectées par les contrecoups du contexte économique des dernières années.

Au 31 décembre 2024, le coût des investissements à impact économique québécois s'élève à 1 622,8 M\$ dont 113,9 M\$ ont été déboursés durant l'exercice 2024. Au 31 décembre 2024, les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement octroyé à des entreprises, coopératives ou fonds, se chiffrent à 311,8 M\$. Les nouveaux engagements de l'exercice s'élèvent à 249,8 M\$.

Quant au portefeuille des autres investissements, il affiche un rendement de 6,0 % en 2024. Bien que la majorité des catégories d'actifs ont contribué positivement au rendement, les fonds immobiliers ainsi que le portefeuille obligataire ont été impactés par la hausse des taux d'intérêts à long terme durant l'année. En 2023, le rendement du portefeuille des autres investissements était de 5,1 %.

Au cours de l'exercice 2024, les souscriptions d'actions ordinaires de catégorie A « Émission » se sont chiffrées à 123,4 M\$, soit la quasi-totalité du montant maximum autorisé de l'émission. Les rachats d'actions ont, pour leur part, totalisé 117,6 M\$, comparativement à 96,8 M\$ en 2023. Au 31 décembre 2024, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 253,3 M\$, alors que l'actif net s'élevait à 2 726,0 M\$ et le nombre d'actionnaires était de 110 546. Pour plus de détails, se référer à la section « Souscription » du présent rapport.

3.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

En 2024, l'économie du Québec a montré des signes de reprise, particulièrement durant le deuxième semestre, mais est demeurée tout de même fragile. Plusieurs PME ont rencontré des difficultés liées à la hausse des coûts d'exploitation et des taux corporatifs. Malgré la baisse progressive de ces taux dans les derniers mois, les conditions économiques et géopolitiques incertaines provoquent de la réserve dans le milieu entrepreneurial menant les entrepreneurs à la prudence dans leurs décisions d'investissement et de dépenses, incitant ainsi les entreprises à améliorer leur efficacité et à resserrer la gestion de leurs coûts. Le réveil post pandémie a engendré des situations complexes avec notamment les remboursements d'aides gouvernementales, les changements d'habitudes de consommation et les retards de modernisation durant les périodes de ralentissement. Certaines entreprises devront mettre l'accent sur l'innovation et la diversification de leurs activités, d'autres dans la transformation numérique et l'automatisation pour une croissance durable.

Dans un contexte de marché propice au désinvestissement, l'année 2024 a été marquée par un rythme soutenu de transactions de sorties. Les entreprises performantes sont très prisées et fortement sollicitées. Les valeurs de sortie obtenues ont permis d'engendrer des rendements intéressants. Toutefois, le marché est demeuré compétitif avec la présence significative d'investisseurs disposant d'importants capitaux qui entraînent un phénomène de rareté pour de nouveaux investissements. Avec la fragilité du marché et les valorisations élevées dans le secteur des technologies, une sélection rigoureuse est de mise dans le choix des opportunités en capital de risque. Nous avons néanmoins continué activement de soutenir le démarrage d'entreprises innovantes avec d'importants investissements directs ainsi que dans des fonds dédiés.

Toujours à l'affût d'occasions d'affaires favorables, nous avons maintenu notre gestion saine et prudente. Depuis plus de 50 ans, l'accompagnement est au cœur de nos activités et 2024 n'y a pas fait exception.

3.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Fort de 50 ans d'expertise, le gestionnaire de CRCD, Desjardins Capital, se classe parmi les investisseurs les plus actifs en capital de développement et en capital de risque au Québec. Ensemble, nous sommes un partenaire d'affaires incontournable qui accompagne 727 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et provenant des quatre coins de la province. En plus de contribuer à maintenir et à stimuler la productivité des PME québécoises, nous sommes un leader socioéconomique d'envergure pour la vitalité des régions.

Nous mettons à profit le savoir-faire et les compétences de nos équipes en investissement, en gestion de fonds, en performance et expertise d'affaires ainsi qu'en finances. En plus de nos interventions en investissement et en valorisation pour les PME et coopératives québécoises, nous offrons des formations en gouvernance des PME et des produits adaptés pour répondre à leurs besoins. Elles peuvent également bénéficier de notre vaste réseau d'affaires pour les soutenir dans leur croissance et de notre synergie avec l'ensemble du Mouvement Desjardins, notamment avec les centres Desjardins Entreprises.

Grâce à notre proximité avec nos entreprises partenaires, nos relations de confiance bien établies et notre connaissance pointue des enjeux régionaux, nous occupons un rôle important de catalyseur dans l'écosystème entrepreneurial pour soutenir le démarrage, le développement, le transfert et la relève des entreprises et des fleurons québécois.

Préconisant l'éducation et la sensibilisation pour intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein de nos entreprises partenaires, nous travaillons conjointement avec les entrepreneurs pour les accompagner à cet égard. Nous procédons notamment à un diagnostic ESG pour déterminer la maturité et les axes d'accompagnement requis, émettons des recommandations et suivons leur progrès.

La *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Cette nouvelle loi exige des entreprises qu'elles divulguent en détail dans un rapport public, au 31 mai de chaque année, les mesures prises pendant l'exercice précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé par elles ou dans leur chaîne d'approvisionnement. Pour répondre à cette exigence, nous avons diffusé ce rapport dans la section « Documentation » sur le www.capitalregional.com. Nous avons aussi travaillé avec plusieurs de nos entreprises partenaires afin qu'elles remplissent à bien leurs obligations en ce sens.

Inspirés des meilleures pratiques de l'industrie en matière de saine gouvernance, nous appuyons également les entrepreneurs dans l'implantation de comités consultatifs et de conseils d'administration. Nous leur offrons un accompagnement et des outils adaptés à leurs réalités. Qui plus est, nous recrutons et recommandons des administrateurs indépendants chevronnés qui pourront leur offrir une expertise liée aux ambitions de leur entreprise. Ces administrateurs ont accès à de nombreux outils et sont formés et évalués régulièrement pour répondre aux meilleurs standards de collaboration. Nos compétences en gouvernance et notre accompagnement basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise nous distinguent sur le marché. D'ailleurs, en termes d'équité, de diversité et d'inclusion pour la gouvernance de nos PME, nous sommes fiers d'avoir atteint nos cibles de représentation féminine au sein des comités et des conseils.

Notre proximité avec l'écosystème entrepreneurial québécois et notre accompagnement spécialisé font en sorte que nous contribuons activement à la prospérité durable des personnes et des communautés en investissant dans la croissance et la pérennité des entreprises d'ici.

3.3 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Économie mondiale

La croissance de l'économie mondiale s'est encore une fois avérée relativement modeste en 2024. Elle a tout de même traversé plusieurs obstacles, soit une détérioration de la situation géopolitique au Moyen-Orient, une nouvelle hausse des coûts de transport maritime ainsi que des taux d'intérêt généralement élevés, notamment en début d'année. Au sein des économies avancées, on a même pu sentir une amélioration de la croissance des PIB réels par rapport à 2023 alors que la zone euro, malgré les difficultés de l'industrie allemande, et le Royaume-Uni sont parvenus à sortir de leur stagnation. On a aussi vu les taux d'inflation continuer leur recul amorcé précédemment et les variations de prix sont revenues près des cibles des banques centrales. Celles-ci ont pu amorcer au cours de l'année un assouplissement graduel de leur politique monétaire. En Chine, la conjoncture s'est montrée plutôt fragile alors que les difficultés issues du marché immobilier se sont poursuivies et se sont généralisées à d'autres secteurs, affectant notamment la confiance et la demande interne. L'inflation chinoise s'est montrée très faible tout au long de l'année, se rapprochant même de la déflation. Le gouvernement chinois a annoncé plusieurs mesures d'aide qui n'ont pas tout à fait porté fruit, bien que la croissance du PIB réel se soit assez accélérée en fin d'année pour lui permettre d'atteindre la cible officielle du gouvernement.

La croissance économique mondiale devrait s'accélérer modérément en 2025. Les principales économies pourront profiter de taux d'intérêt plus bas à mesure que les banques centrales continuent de diminuer leurs taux directeurs. L'inflation plus faible profitera également aux revenus réels. La conjoncture internationale et surtout celle de la Chine pourraient dans les prochaines années être affectées par des hausses de tarifs de la part des États-Unis, et possiblement par des politiques de représailles. Toutefois, des effets positifs provenant de devancement d'échanges commerciaux vers les États-Unis pourraient survenir au début de 2025 alors que les effets négatifs provenant d'une nouvelle politique tarifaire américaine pourraient surtout se manifester plus tard en 2025 ou en 2026. Le PIB réel mondial devrait croître de 2,9 % en 2025.

Les principaux indices boursiers mondiaux ont affiché de très bons gains en 2024, d'abord soutenus par la modération de l'inflation, puis par les diminutions de taux directeurs. L'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche a favorisé les actions américaines, mais a eu des effets plus modérés ailleurs. Bien que certaines des politiques proposées par le nouveau président élu pourraient avoir des effets inflationnistes et négatifs sur l'économie mondiale, la perspective de baisses d'impôts aux entreprises et aux particuliers permet aux investisseurs d'anticiper de meilleurs rendements à court terme. Les effets nuisibles de mesures telles que l'imposition de tarifs aux importations et la réduction de l'immigration aux États-Unis pourraient cependant pénaliser les rendements des marchés boursiers américains et mondiaux plus tard en 2025.

États-Unis

L'économie américaine est demeurée relativement forte en 2024, bien que des ouragans, des conflits de travail ainsi que des élections éprouvantes soient venus perturber l'actualité économique. Après un gain annualisé du PIB réel de 1,6 % au premier trimestre, des hausses de 3,0 % et de 3,1 % ont été enregistrées au deuxième et au troisième trimestre. La consommation a particulièrement bien performé et l'investissement résidentiel a repris le chemin de la croissance sous l'effet de taux d'intérêt plus bas. Le marché du travail a ralenti, passant d'une situation de surchauffe à un environnement plus équilibré. Il y a tout de même eu plus de deux millions d'emplois créés au cours de 2024. L'inflation a aussi diminué, permettant ainsi à la Réserve fédérale américaine d'entamer en septembre la baisse de ses taux d'intérêt directeurs.

La nouvelle administration de Donald Trump souhaitera sans doute aller de l'avant avec son programme de nouvelles baisses d'impôt et des hausses de tarifs douaniers ainsi que des mesures de réduction de l'immigration et de déréglementation ont déjà été annoncées. Certains effets positifs sur la croissance pourraient se manifester au début de 2025. Ainsi, la croissance du PIB restera bonne au premier trimestre de 2025 et la progression du PIB réel américain devrait atteindre 2,3 % sur l'ensemble de l'année. Les effets plus négatifs, notamment dus aux hausses de tarifs douaniers, devraient entraîner des conséquences plus néfastes qui pourraient débiter au deuxième trimestre de 2025, mais qui devraient surtout se faire sentir en 2026, en plus d'amener une inflation plus élevée.

Canada

Après avoir augmenté considérablement en 2022 et en 2023, les taux d'intérêt directeurs de la Banque du Canada ont commencé à diminuer en juin 2024. Cet assouplissement des conditions a été possible grâce à la normalisation de l'inflation, qui est revenue aux alentours de la cible médiane de 2 % au cours de l'été 2024. Malgré le début des baisses de taux, les effets restrictifs des hausses décrétées en 2022 et en 2023 ont continué à se faire sentir sur la demande canadienne en 2024. La croissance du PIB réel est ainsi demeurée relativement modérée avec un gain moyen estimé à 1,3 % pour l'ensemble de 2024, comparativement à 1,5 % pour 2023. Les bienfaits des réductions des taux d'intérêt devraient davantage se faire sentir à compter de 2025. Cela dit, l'économie canadienne devra encore surmonter certaines difficultés au cours des prochaines années. Mentionnons, le ralentissement de l'immigration annoncé par le gouvernement fédéral ainsi que de nombreux renouvellements hypothécaires à des taux plus élevés, même si ces derniers ont diminué depuis juin 2024. De plus, la réélection de Donald Trump à la Maison-Blanche amène de nouvelles contraintes commerciales entre le Canada et les États-Unis, ce qui freinera de façon importante les exportations canadiennes et, par conséquent, la croissance économique au pays. Ainsi le PIB réel canadien pourrait croître de 1,4 % 2025 et de seulement 1,3 % en 2026.

Québec

L'économie du Québec a effectué un retour en force au début de 2024, après avoir traversé une période de recul l'année précédente en raison des feux de forêt et des grèves dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Le PIB réel a même complètement récupéré le terrain perdu dès le printemps. La progression de l'économie du Québec a toutefois été plus modeste au second semestre de 2024. Ainsi, le marché du travail s'est légèrement détérioré durant l'année avec une hausse du taux de chômage. Malgré l'effet bénéfique cumulé des baisses de taux d'intérêt, l'économie du Québec devra, comme le reste du Canada, affronter plusieurs obstacles, ce qui freinera sans doute la reprise en 2025 et en 2026. Mentionnons l'imposition par l'administration Trump de tarifs douaniers ainsi que les nouvelles mesures restrictives sur l'immigration qui ralentiront la croissance de la population. Ainsi, après un gain estimé à 1,3 % en 2024, le PIB réel de la province pourrait croître de 1,2 % en 2025.

4 Analyse de la performance financière par la direction

4.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 153,5 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, soit un rendement de 6,0 %, comparativement à un bénéfice net de 44,6 M\$ (rendement de 1,8 %) en 2023. L'actif net par action augmente ainsi à 18,64 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice, comparativement à 17,59 \$ à la fin de l'exercice 2023. À titre indicatif, au prix actuel de 18,64 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans, le 13 février 2018, obtiendrait un rendement annuel de plus de 10,7 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 40 % conformément au taux applicable à ce moment.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements respectifs de 9,5 % et de 6,0 %. En 2023, le rendement de l'activité d'investissements à impact économique québécois était de 4,0 % et celui des autres investissements de 5,1 %. Les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 2,5 % sur le rendement de CRCD, comparativement à un impact de 2,4 % en 2023. Quant aux frais financiers relatifs à l'utilisation du crédit d'exploitation, ceux-ci ont eu un impact négligeable sur le rendement de CRCD. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, aucun montant n'était prélevé sur ce crédit. Se référer à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » pour les détails sur la facilité de crédit utilisée.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en réalisant pleinement sa contribution au développement économique du Québec.

Rendement par activité

	2024			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 880	72,2	9,5	6,9
Autres investissements et encaisse	723	27,8	6,0	1,6
	2 603	100,0	8,5	8,5
Charges, nettes des frais d'administration			(2,3)	(2,3)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			6,0	6,0

	2023			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement 1 an (%)	Contribution 1 an (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	1 903	75,4	4,0	3,1
Autres investissements et encaisse	622	24,6	5,1	1,1
	2 525	100,0	4,2	4,2
Charges, nettes des frais d'administration			(2,2)	(2,2)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			1,8	1,8

⁽¹⁾ Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 126,2 M\$ et des cessions de 172,4 M\$ (incluant les éléments hors-caisse) ont été réalisés pour un solde net négatif de 46,2 M\$. Ces désinvestissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 109,3 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille des investissements à impact économique québécois, incluant les contrats de change, à 1 905,9 M\$ au 31 décembre 2024 (1 842,7 M\$ au 31 décembre 2023).

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y ajoutant les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement qui se soldaient à 311,8 M\$ au 31 décembre 2024 (175,9 M\$ au 31 décembre 2023). Les fonds engagés mais non déboursés de 305,6 M\$, représentant 11,2 % de l'actif net, pourraient être éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements ou de la facilité de crédit pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

Les engagements totaux au coût au 31 décembre 2024 s'élevaient à 1 934,6 M\$ dans 412 entreprises, coopératives et fonds, dont 1 622,8 M\$ étaient déboursés. Au 31 décembre 2024, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutenait la croissance de 727 entreprises, coopératives et fonds.

Au cours de l'exercice 2024, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 174,1 M\$, soit un rendement de 9,5 %, comparativement à une contribution de 77,5 M\$ en 2023 (rendement de 4,0 %). Malgré la bonne performance de certaines entreprises dans le portefeuille et l'assouplissement des taux corporatifs durant l'année qui ont eu un impact positif sur le rendement, les contrecoups du contexte économique des dernières années se font toujours ressentir dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Contribution générée par les investissements à impact économique québécois

(en milliers de \$)	2024	2023
Produits	64 806	94 207
Gains et pertes	109 309	(16 747)
Total	174 115	77 460

Les produits sont composés des intérêts, des dividendes et des honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois. Les honoraires de négociation, représentant 3,2 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 (4,1 M\$ en 2023), sont gagnés par Desjardins Capital, le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à Desjardins Capital par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements. Le profil des investissements détenus par CRCD accorde une place importante aux sommes allouées aux fonds de son écosystème (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par les investissements directs de CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 24,5 M\$ pour l'exercice 2024 (23,1 M\$ pour l'exercice 2023), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

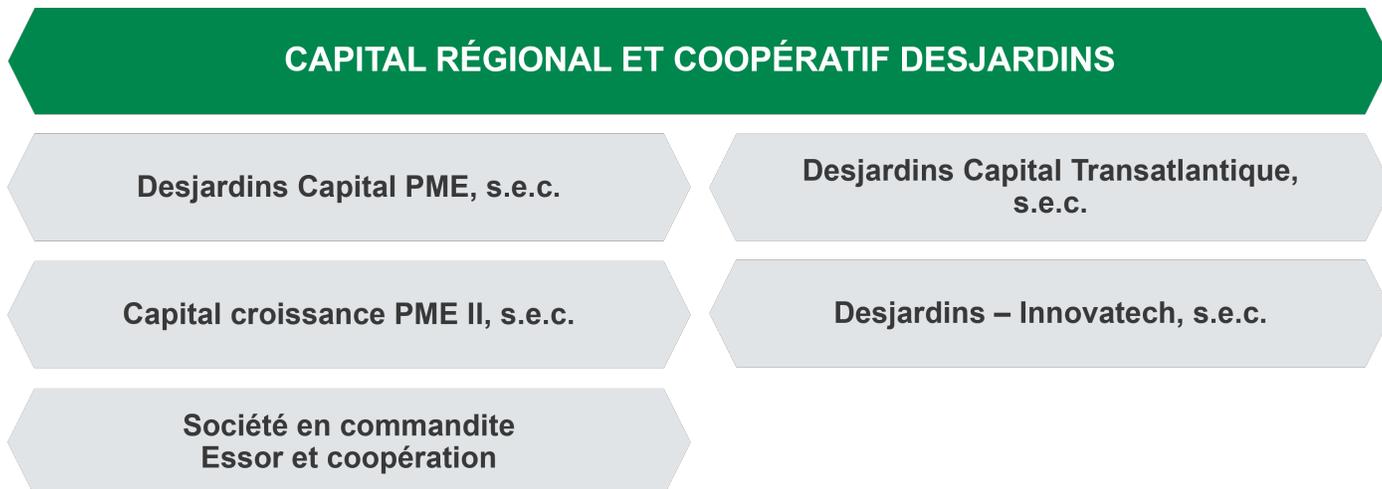
CRCD a enregistré, aux résultats de l'exercice, un gain réalisé et non réalisé de 109,3 M\$ comparativement à une perte de 16,7 M\$ pour l'exercice 2023. Pour plus de détails, se référer à la sous-section « Rendement de l'écosystème entrepreneurial » de la section suivante.

Au 31 décembre 2024, le niveau de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est dégradé comparativement à celui observé au 31 décembre 2023, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer avec son gestionnaire, et ayant chacun leur mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

PRINCIPAUX FONDS DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL



Ces fonds, également gérés par le gestionnaire de CRCD, Desjardins Capital, sont présentés ci-après :

- Le fonds Desjardins Capital PME s.e.c. (DCPME), créé le 1^{er} janvier 2018 a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec. Ce fonds pérenne est une société en commandite ouverte, permettant ainsi au nombre de commanditaires de varier. Les engagements de ceux-ci sont effectués généralement sur une base annuelle. Au 31 décembre 2024, le taux de participation de CRCD dans le fonds DCPME était de 37,8 %, alors que celui des trois autres commanditaires, soit le Fonds Privé GPD Obligations corporatives, Desjardins Holding financier inc. et le Fonds Desjardins Équilibré Québec était collectivement de 62,2 %. Au 31 décembre 2024, CRCD a déboursé un montant de 198,4 M\$ (198,4 M\$ au 31 décembre 2023) permettant à un total de 272 entreprises de bénéficier de 633,9 M\$ engagés par le fonds DCPME.
- Conjointement avec la société française Groupe Siparex, le 4 juillet 2018, Desjardins Capital a créé deux fonds, soit le fonds Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c. (DC Transatlantique) et le fonds Siparex Transatlantique – Fonds professionnel de Capital Investissements. Ces fonds ont pour objectif de co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique. CRCD et d'autres partenaires investisseurs tels que Exportation et développement Canada (EDC), Groupe Siparex et la banque publique d'investissement BPIFrance se sont engagés dans ces deux fonds pour une enveloppe totale de 75 M€, soit environ 112 M\$. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DC Transatlantique est de 60,7 %. La période d'investissement de DC Transatlantique ayant pris fin le 9 juillet 2024, les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2024, CRCD avait déboursé 32,5 M\$ (30,8 M\$ au 31 décembre 2023) sur son engagement total de 33,9 M\$ (22,8 M€), permettant à 15 entreprises de bénéficier de 40,0 M\$ engagés par le fonds.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération), créé le 1^{er} janvier 2013 dont la période d'investissement a pris fin, avait pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. CRCD et d'autres partenaires, dont trois sont issus du milieu des coopératives, s'étaient engagés à apporter des sommes totales de 89,9 M\$. Le taux de participation de CRCD dans Essor et Coopération est de 94,6 %. Depuis la création de ce fonds, CRCD a déboursé 56,5 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 31 décembre 2024, malgré la fin de la période d'investissement, CRCD maintenait un engagement de 14,3 M\$ qui servira à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2024, un total de 22 coopératives bénéficiaient de 29,5 M\$ engagés par Essor et Coopération.
- CRCD, conjointement avec le Fonds du développement économique, est commanditaire du fonds Desjardins-Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter, à l'origine, un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est

de 54,5 %. Outre cette participation, CRCD s'est engagé à effectuer un investissement additionnel sous la forme d'un billet pour un montant maximum de 5,0 M\$ dans DI dont 0,1 M\$ a été déboursé durant l'exercice 2024, pour un déboursé cumulatif de 3,8 M\$. Ce billet ne vient pas modifier les parts détenues par CRCD dans ce fonds. DI continue de supporter et d'accompagner des entreprises, particulièrement celles qui font appel à des innovations technologiques ou qui misent sur de nouvelles utilisations des technologies. Au 31 décembre 2024, un total de 30 entreprises et fonds bénéficiaient de 41,9 M\$ engagés par DI.

- Le fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II), créé en 2014 dont la période d'investissement a pris fin, avait une politique d'investissement semblable à celle du fonds DCPME, soit de mettre du capital à la disposition des entreprises québécoises. CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec, en tant que commanditaires de ce fonds, s'étaient engagés à l'origine, à y investir à parts égales, un total de 320 M\$. Au cours de l'exercice 2023, le fonds d'origine, Capital croissance PME s.e.c. (CCPME) a transféré la totalité de ses investissements ainsi que le solde de ses fonds engagés non déboursés dans CCPME II et a par la suite été dissout. Au 31 décembre 2024, CRCD avait déboursé 154,6 M\$ sur son engagement total de 165 M\$ dans le fonds CCPME II. Depuis sa création, CCPME II a engagé 275,4 M\$ dans 240 entreprises. Les fonds engagés mais non déboursés serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes de CCPME II jusqu'à sa dissolution. Au 31 décembre 2024, un total de 53 entreprises et fonds bénéficiaient de 35,6 M\$ engagés par le fonds CCPME II.

Au total, ce sont 727 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 2 233,8 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, au 31 décembre 2024. De ce nombre, un total de 33 coopératives bénéficiaient d'engagements de 130,1 M\$. CRCD et son écosystème contribuent ainsi au maintien et à la création de plusieurs milliers d'emplois.

Compte tenu de l'ampleur des sommes allouées à ces fonds et afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actifs ainsi que sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur quote-part respective revenant à CRCD.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées non participantes;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandite qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Démarrage et innovations technologiques »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD; et
- « Démarrage et innovations technologiques » : investissements dans des entreprises en phases de démarrage, pré-démarrage et post-démarrage.

Rendement par profil d'investissement

	2024			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		1 an (%)	1 an (%)
Dette	539	20,7	5,3	1,2
Équité	992	38,1	13,2	4,9
Fonds externes	63	2,4	(0,9)	—
Démarrage et innovations technologiques	277	10,7	8,0	0,8
Sous-total Profils d'investissement	1 871	71,9	9,5	6,9
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	9	0,3	1,0	—
Total Écosystème	1 880	72,2	9,5	6,9

	2023			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		1 an (%)	1 an (%)
Dette	559	22,1	7,1	1,5
Équité	1 004	39,8	7,0	2,9
Fonds externes	61	2,4	(12,4)	(0,3)
Démarrage et innovations technologiques	270	10,7	(10,1)	(1,0)
Sous-total Profils d'investissement	1 894	75,0	4,0	3,1
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	9	0,4	0,6	—
Total Écosystème	1 903	75,4	4,0	3,1

Le rendement du portefeuille d'investissements à impact économique québécois de 9,5 % pour l'exercice 2024 s'explique principalement par le profil d'investissement « Équité » qui affiche un rendement de 13,2 %. Bien que certaines entreprises continuent d'être affectées par le contexte économique des dernières années, l'occurrence de plus-values significatives dans quelques dossiers a été bénéfique. Malgré la baisse des taux corporatifs ayant eu un impact positif sur le rendement, le profil « Dette » affiche une performance en recul par rapport à 2023, principalement expliquée par l'évolution défavorable du risque de crédit de certaines entreprises. Dans une moindre mesure, la catégorie « Démarrage et innovations technologiques » a suivi les mêmes tendances que le profil « Équité ».

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des titres à revenus fixes, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers, un fonds d'infrastructures, un fonds de stratégies d'actions neutres au marché ainsi que diverses positions en actions et ventes à découvert. Ces dernières sont gérées de façon discrétionnaire dans le cadre d'une stratégie d'actions neutres au marché superposée au portefeuille obligataire. Le portefeuille des autres investissements procure une base de revenus courants à CRCD et assure une saine diversification.

Au 31 décembre 2024, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse, mais excluant les contrats de change, totalisait 767,8 M\$ (677,4 M\$ au 31 décembre 2023) et se détaillait comme suit :

Portefeuille des autres investissements

	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille	Juste valeur (M\$)	% du portefeuille
Encaisse et instruments de marché monétaire	83,7	10,8	77,2	11,4
Obligations	352,2	45,9	293,4	43,3
Fonds d'actions canadiennes	64,2	8,4	56,3	8,3
Fonds immobiliers	111,3	14,5	106,2	15,7
Fonds d'infrastructures	70,5	9,2	63,9	9,4
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	85,9	11,2	80,4	11,9
Stratégie d'actions neutres au marché				
Actions cotées	4,1	0,5	15,4	2,3
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4,1)	(0,5)	(15,4)	(2,3)
Total Portefeuille	767,8	100,0	677,4	100,0

Au 31 décembre 2024, 83,7 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (99,4 % au 31 décembre 2023). Cette baisse au 31 décembre 2024 comparativement à l'exercice précédent est expliquée par une détention temporaire de titres corporatifs sans garantie gouvernementale destinés à être investis dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 28,2 % au 31 décembre 2024 (26,4 % au 31 décembre 2023). CRCD vise à maintenir une répartition globale de l'actif d'environ 30 % en titres à revenus fixes et fonds de stratégies d'actions neutres au marché. À l'occasion, le portefeuille des autres investissements est modifié afin de s'ajuster selon l'évolution du portefeuille des investissements à impact économique québécois.

Contribution générée par les autres investissements

(en milliers de \$)	2024	2023
Produits	30 209	27 847
Gains et pertes	9 942	761
Total	40 151	28 608

Les produits sont surtout composés des intérêts et des distributions sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

La hausse des produits courants de 2,4 M\$ pour l'exercice 2024 comparativement à 2023, est majoritairement expliquée par des investissements supplémentaires dans le portefeuille obligataire combinés à une augmentation des revenus d'intérêts dans ce portefeuille à la suite de la hausse des taux effectifs durant l'année.

Les gains de 9,9 M\$ pour l'exercice 2024 s'expliquent principalement par les actifs financiers suivants :

- Les titres obligataires ont enregistré une moins-value de 8,5 M\$, essentiellement due à la hausse des taux des obligations canadiennes à long terme durant la période.
- Les fonds d'actions canadiennes et le fonds d'infrastructures ont généré des gains respectifs de 6,9 M\$ et 6,6 M\$ durant l'exercice.
- Les fonds immobiliers ont généré des gains de 2,1 M\$, en hausse comparativement à 2023, mais tout de même impactés par la hausse des taux d'intérêts à long terme durant l'année.
- Le gain du fonds de stratégies d'actions neutres au marché de 1,4 M\$ s'ajoute aux revenus de distributions de 9,3 M\$, enregistrés dans les produits.

- La stratégie d'actions neutres au marché a enregistré un gain de 1,4 M\$.

La stratégie de gestion des actifs financiers vise à utiliser le portefeuille des autres investissements afin de bénéficier d'un profil global équilibré et atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent au coût des rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$, à moins que le gouvernement provincial accorde à CRCD des mesures exceptionnelles modifiant le montant autorisé des levées de fonds. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante.

Le capital-actions de CRCD comporte deux catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission » et la catégorie B « Échange ». La catégorie A permet par son émission de recueillir des liquidités tandis que la catégorie B visait à permettre l'échange des actions de la catégorie A.

Pour l'émission 2023 d'actions de catégorie A « Émission », CRCD a émis un montant équivalent au coût des rachats de l'émission 2022, soit 59,7 M\$. En juin 2024, CRCD a obtenu le droit d'émettre 125 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour l'émission 2024 accompagné d'un taux de crédit d'impôt maintenu à 30 %. Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir ces actions, le montant maximum annuel de souscription alloué par investisseur est établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 900 \$.

Rappelons que le programme d'échange des actions de catégorie B « Échange », soit la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles, a pris fin le 28 février 2023.

La période de détention minimale des actions de CRCD, peu importe la catégorie, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat ou d'échange. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission ou d'échange autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les exercices 2024 et 2023, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 31 décembre 2024, le capital-actions de CRCD s'élève à 2 024,2 M\$ (1 979,2 M\$ au 31 décembre 2023) pour 146 225 674 actions ordinaires en circulation (145 932 757 au 31 décembre 2023).

Au cours de l'exercice 2024, CRCD a recueilli 123,4 M\$ en actions de catégorie A « Émission », soit la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2024.

Pour l'exercice 2024, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 117,6 M\$, comparativement à 96,8 M\$ en 2023.

Au 31 décembre 2024, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 253,3 M\$. Au cours de l'exercice 2025, des actions additionnelles d'une valeur de 176,8 M\$ deviendront admissibles au rachat pour un potentiel de 1 430,1 M\$. Cette somme sera réduite du montant des actions qui seront rachetées au cours de l'exercice 2025.

Au 31 décembre 2024, le nombre d'actionnaires était de 110 546 comparativement à 111 433 au 31 décembre 2023.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	2024	2023
Frais de gestion	30 897	28 500
Autres frais d'exploitation	11 203	11 692
Services aux actionnaires	10 692	12 085
Total	52 792	52 277

CRCD a confié la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et de son portefeuille des autres investissements, à Desjardins Capital, aux termes d'une convention de gestion intervenue entre eux. En vertu de cette convention, CRCD verse à Desjardins Capital des frais de gestion équivalant à un taux maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois ou des autres investissements. Desjardins Capital et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par Desjardins Capital liées notamment à la croissance des actifs de CRCD. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, un tel ajustement à la baisse de 4,1 M\$ a été apporté. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par Desjardins Capital, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent. Les frais de gestion ont augmenté de 2,4 M\$ comparativement à l'exercice 2023, principalement causés par de plus faibles revenus d'honoraires de négociation qui sont déduits des frais de gestion, en lien avec un volume d'investissement moins élevé et par une augmentation de la valeur de l'actif sous gestion moyenne par rapport à 2023.

Les charges reliées aux services aux actionnaires ont diminué de 1,4 M\$ par rapport à l'exercice 2023, cette baisse étant principalement causée par des dépenses moins importantes relatives au développement d'applications pour la fourniture de services. La principale charge concernant les services aux actionnaires est la rémunération versée par CRCD aux caisses Desjardins en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net de CRCD.

La majorité des services rendus à CRCD le sont par des entités du Mouvement Desjardins, soit la gestion et l'exploitation de CRCD, l'encadrement et la distribution des actions, le registrariat et la garde de valeurs. À l'exception de la convention de gestion avec Desjardins Capital, ces ententes ont été amendées et refondues en date conventionnelle du 1^{er} janvier 2023.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'élève à 5,0 M\$ pour l'exercice 2024, comparativement à une charge de 4,4 M\$ pour l'exercice 2023. La nature des produits a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts. Aux fins de la Loi sur les impôts du Québec, CRCD ne s'impose pas sur ses gains en capital puisqu'il bénéficie, dans le cadre du calcul de son impôt à payer, d'une déduction dans son revenu imposable correspondant à ses gains en capital imposés pour l'année. Dans ses stratégies, CRCD cherche à optimiser le rendement net d'impôts en tenant compte de ces règles.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les entrées de liquidités liées aux émissions d'actions nettes des rachats s'élèvent à 5,8 M\$ (sorties nettes de liquidités de 37,1 M\$ pour l'exercice 2023). Pour l'exercice 2024, les activités opérationnelles jumelées aux activités d'investissement ont généré une sortie nette de liquidités de 24,3 M\$ (entrée nette de liquidités de 97,8 M\$ pour l'exercice 2023). En combinant les déboursés et les produits de cession des investissements à impact économique québécois, le solde obtenu au terme de l'exercice 2024 est une entrée nette de liquidités totalisant 66,5 M\$ (entrée nette de liquidités de 102,3 M\$ pour l'exercice 2023). Le portefeuille des autres investissements affiche une sortie nette de liquidités de 103,4 M\$ durant l'exercice 2024 (sortie nette de liquidités de 49,2 M\$ pour l'exercice 2023).

Au 31 décembre 2024, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevait à 43,7 M\$ (62,2 M\$ au 31 décembre 2023).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ au 31 décembre 2024. Cette marge de crédit a été utilisée au cours de l'exercice 2024 pour palier au décalage entre le moment des entrées et des sorties de liquidités, notamment en lien avec les activités d'investissements à impact économique québécois. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, aucun montant n'était

prélevé sur le crédit à l'exploitation. Pour l'exercice 2024, le solde moyen d'utilisation du crédit à l'exploitation était de 4,4 M\$ (29,5 M\$ pour l'exercice 2023). Bien que CRCD aurait pu céder suffisamment d'autres investissements afin de ne pas utiliser la facilité de crédit, il est prévu que celle-ci soit utilisée au besoin afin de favoriser le maintien d'une saine répartition des actifs de CRCD, en plus d'éviter de devoir effectuer des cessions dans des conditions potentiellement défavorables.

CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

4.2 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

Créé le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en juin 2001, CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Son gestionnaire, Desjardins Capital, assure la gestion de ses activités.

MISSION ET VISION

Dans le cadre de notre récente planification stratégique, une réflexion d'équipe a été réalisée pour donner plus d'impulsion à l'acquisition de clientèle investisseuse ayant à cœur les entreprises québécoises.

Donc, pour représenter davantage la force de notre actionnariat, la mission de CRCD s'énonce dorénavant ainsi : investir notre capital collectif au sein d'entreprises québécoises pour stimuler la création de richesse pour toutes les régions et les générations futures.

Dans cet état d'esprit et afin de démontrer encore mieux nos ambitions d'investissement, notre vision va comme suit : être un investisseur performant agissant comme un catalyseur de productivité et de croissance durable au bénéfice des entreprises québécoises.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité de modernisation du positionnement de CRCD.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

En février 2025, le conseil d'administration a approuvé son plan stratégique 2025-2027 établissant les ambitions et priorités de CRCD pour les prochains exercices. Chaque année, le conseil se dote d'un plan d'exécution dont il suit trimestriellement les actions et indicateurs clés de performance.

Afin de concrétiser sa vision et atteindre ses objectifs, CRCD a établi les priorités suivantes :

- Optimiser sa capitalisation et le rendement à ses actionnaires,
- Renforcer son impact dans l'économie québécoise,
- Accroître sa notoriété.

Les plans stratégiques de Desjardins Capital et du Mouvement Desjardins sont alignés avec le plan stratégique de CRCD et comprennent des objectifs pertinents pour CRCD. Ensemble, nous demeurons aux côtés des investisseurs et des entrepreneurs pour soutenir la croissance des PME et coopératives de toutes les régions du Québec.

STRATÉGIES

CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actifs et de sa performance en fonction de profils d'investissement, afin de mieux gérer ses activités. Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Desjardins Capital regroupe ses équipes de manière à se doter d'une structure optimale en termes d'efficacité et de contrôle des frais de gestion. Ce regroupement administratif vise justement à répondre adéquatement au mandat de développement des régions et des coopératives de CRCD, ainsi qu'à celui du développement économique du Québec en général. CRCD vise un équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement raisonnable à long terme pour ses actionnaires. En utilisant une approche globale de gestion de ses actifs financiers, CRCD considère son portefeuille d'investissements à impact économique québécois et son portefeuille des autres investissements de façon conjointe. Cette approche de gestion permet à CRCD de bénéficier d'un profil global équilibré et d'atténuer les variations lors de fluctuations importantes des marchés ou d'événements négatifs au sein des entreprises partenaires.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers découlant de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de façon intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de manière à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actif des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, tout en assurant l'attractivité de l'action pour les actionnaires, et en tenant compte du crédit d'impôt qui leur est offert.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédant de ses émissions ainsi qu'aux engagements convenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, tout en tenant compte des facilités de crédit disponibles.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

En vertu de sa loi constitutive, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines règles dont au 31 décembre 2023, avoir investi 65 % de son actif net moyen dans des entreprises québécoises admissibles. Également, 35 % de ces investissements admissibles devaient être effectués dans les régions ressources du Québec ou des coopératives admissibles.

Dans le cadre du budget 2023-2024, le gouvernement du Québec a annoncé des modifications à la Loi pour simplifier notamment les normes d'investissement applicables. Ces changements sont en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2024. Parmi ces modifications, le calcul de la norme minimale de 65 % (valeur de l'actif net moyen) considère désormais une année additionnelle pour établir la moyenne. Ce calcul tient compte de trois ans plutôt que deux, et ce, en considérant les investissements admissibles au début de l'année et l'actif au début de la deuxième année financière précédente.

Les changements visent également, d'une part, à augmenter de 35 % à 50 % la proportion des investissements admissibles à la norme d'investissement qui doivent être effectués dans des coopératives admissibles ou dans des entités situées dans des régions ressources du Québec et d'autre part, à prévoir que les régions dorénavant admissibles au calcul de cette norme d'investissement spécifique au fonds incluent l'ensemble des régions du Québec, à l'exception des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec. Pour assurer une meilleure gouvernance des normes d'investissement, les catégories d'investissement admissibles actuelles sont maintenant regroupées en trois nouvelles catégories d'investissement.

Si ces normes n'étaient pas respectées au 31 décembre 2024, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, ces règles étaient toutes respectées.

4.3 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à la loi constitutive de CRCD, le conseil d'administration (le « conseil ») doit être composé de 13 administrateurs, dont une majorité de personnes indépendantes. La présidence doit aussi être assumée par un administrateur indépendant. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport :



Bernard Bolduc
B.A.A. Finance, IAS.A

Président du conseil de CRCD et président, Altrum inc.



Anne-Marie Renaud
B. Sc., IAS.A, CEC, PCC

Vice-présidente du conseil de CRCD, administratrice de sociétés et coach de direction



Jean-Guy Senécal
FCPA

Secrétaire du conseil de CRCD et administrateur de sociétés



Linda Labbé
CPA

Administratrice Relations avec le Mouvement Desjardins et administratrice de sociétés



Charles Auger
B.A.A. Finance

Vice-président, Opérations, Chocolats Favoris



Alexandra Champagne
LL. B.

Avocate et administratrice de sociétés



Éric Charron
B.A.A. Finance, Adm.A, Pl.Fin.

Directeur général, Caisse Desjardins de Gatineau



René Delsanne
M. Sc., FICA, CFA

Président, Delsanne conseil



Annie Demers
CPA

Conseillère en performance et transformation organisationnelle, Ville de Québec



Souad Elmallem
B.A.A., IAS.A

Associée exécutive, 6temik et administratrice de sociétés



Marinella Ermacora
B. Inf., MBA, IAS.A

Administratrice de sociétés



Gilles Mourette
M. Sc, ASC

Administrateur de sociétés



Louis Roy
B.A.A., MBA, DAE

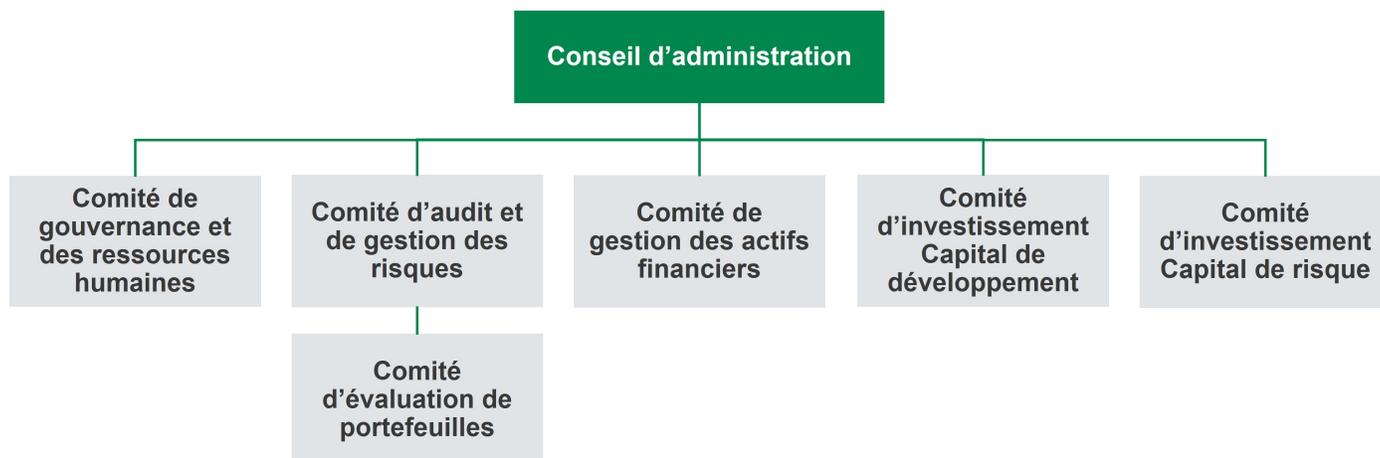
Directeur des solutions transactionnelles et des projets spéciaux, Revenu Québec

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant le risque stratégique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements, l'information financière, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, les relations avec les actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par six comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire Desjardins Capital rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

La structure de gouvernance de CRCD se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

Comité de gouvernance et des ressources humaines

Le comité de gouvernance et des ressources humaines a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de gestion des conflits d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le président du conseil et l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que le profil collectif des membres du conseil. De plus, il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance des administrateurs et des membres de comités, du conseil et de son président, des comités et de leur président, de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et du gestionnaire. Il s'assure de plus de la mise en place d'un plan de relève de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et du président du conseil.

Ce comité exerce également un rôle de surveillance du risque général de réputation et du risque de conflits d'intérêts. Il est informé du risque de réputation lié à l'investissement qui est sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit et de gestion des risques a comme mandat d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par le gestionnaire à l'égard de la divulgation de l'information financière, de la sauvegarde des actifs et de la détection de la fraude. Il reçoit annuellement une attestation sur l'environnement de contrôle interne du gestionnaire en relation avec la gestion des opérations imparties par CRCD. Il veille à ce que le gestionnaire établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, la recommandation de sa nomination et sa rémunération.

Ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD, recommande au conseil les modifications à la *Politique de gestion des risques* de CRCD et surveille plus spécifiquement l'ensemble des risques opérationnels et réglementaires. Il est informé des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, qui sont sous la surveillance du comité de gestion des actifs financiers.

Comité de gestion des actifs financiers

Le comité de gestion des actifs financiers a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCD afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il effectue le suivi de la performance de CRCD et s'assure du respect par CRCD des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* de CRCD et des directives afférentes. Le comité est également responsable de recommander au conseil l'attribution de mandats à des conseillers en valeurs. Le comité est composé de personnes qui possèdent un éventail d'expertises complémentaires et des connaissances et des compétences financières, comptables et économiques suffisantes afin de bien comprendre la nature des actifs financiers que détient CRCD et les risques financiers qui en découlent.

Ce comité exerce de plus un rôle de surveillance des risques de marché liés aux taux d'intérêt, aux devises et aux marchés boursiers, du risque de concentrations géographique et sectorielle de l'actif net et du risque de liquidité. Il est informé du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois, qui sont sous la surveillance des comités d'investissement.

Comité d'évaluation de portefeuilles

Le comité d'évaluation de portefeuilles a comme mandat de passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD afin de fournir une assurance raisonnable au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil que le processus servant à l'évaluation est conforme aux exigences du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Il procède aussi, de temps à autre, à la révision de la *Méthodologie d'établissement de la juste valeur* et recommande, le cas échéant, au comité d'audit et de gestion des risques et au conseil les modifications qu'il juge nécessaires. La majorité des membres de ce comité sont des évaluateurs qualifiés indépendants conformément audit règlement.

Comités d'investissement

Le mandat général des comités d'investissement Capital de développement et Capital de risque consiste à évaluer et à autoriser ou recommander, dans les limites des processus décisionnels approuvés par le conseil et dans le respect de la mission de CRCD, des transactions liées aux investissements à impact économique québécois et à en effectuer le suivi. Les membres de ces comités sont choisis en considération de leur maîtrise et de leur expérience dans les secteurs ciblés aux diverses politiques régissant les activités d'investissement et pour leur capacité à apprécier la qualité d'un investissement, à en détecter les risques et à contribuer à sa valorisation future.

Le comité d'investissement Capital de développement étudie les dossiers d'investissement, dans des domaines autres que l'innovation technologique et industrielle, pour des entreprises ayant démontré des résultats financiers satisfaisants eu égard aux critères établis aux politiques et directives applicables et qui ont besoin de capitaux notamment pour des projets de croissance ou autres, de même que pour celles qui sont au stade de démarrage et post-démarrage. Il étudie de plus les dossiers d'investissement dans les fonds privés externes qui se qualifient de fonds performants stratégiques en capital de développement.

Quant au comité d'investissement Capital de risque, il étudie les dossiers d'investissement qui appuient des entreprises dans le domaine de l'innovation technologique et industrielle à fort potentiel de création de valeur qui sont généralement au stade de pré-démarrage, démarrage ou post-démarrage. Il étudie également les dossiers d'investissements dans les fonds privés externes qui se qualifient de fonds performants stratégiques en capital de risque.

Ces comités exercent également un rôle de surveillance du risque de réputation lié à l'investissement, du risque de concentration sectorielle des investissements à impact économique québécois et du risque de crédit et de contrepartie des investissements à impact économique québécois. Ils sont informés du risque stratégique en lien avec les normes d'admissibilité des investissements, prévues à la loi constitutive de CRCD, qui est sous la surveillance du conseil.

Relevé des présences et rémunération

Le tableau suivant indique le relevé des présences et la rémunération des administrateurs et des membres externes de comités de CRCD pour l'exercice 2024.

Noms	Conseil d'administration	Comité de gouvernance et des ressources humaines	Comité d'audit et de gestion des risques	Comité de gestion des actifs financiers	Comité d'évaluation de portefeuilles	Comité d'investissement Capital de Développement	Comité d'investissement Capital de risque	Rémunération (\$)
Nombre de rencontres	11	7	5	4	2	22	10	
Administrateurs et membres externes* de comité actifs à la date du présent rapport								
Charles Auger	10/11	-	4/5	-	-	-	10/10	47 000 \$
Bernard Bolduc	10/11	7/7	-	-	-	-	-	70 000 \$
Alexandra Champagne	7/10	-	-	-	-	5/8	-	25 909 \$
Éric Charron	11/11	-	-	4/4	-	-	-	26 000 \$
René Delsanne	9/9	-	3/4	4/4	-	-	-	28 694 \$
Annie Demers	9/11	3/3	-	-	1/1	-	-	25 858 \$
Souad Elmallem	8/9	-	-	-	-	-	7/8	24 526 \$
Marinella Ermacora	9/11	6/6	5/5	-	-	-	-	34 000 \$
Linda Labbé	10/11	7/7	-	4/4	-	-	-	66 000 \$
Gilles Mourette	11/11	-	-	2/3	-	-	9/10	36 599 \$
Anne-Marie Renaud	10/11	-	-	-	-	22/22	-	58 000 \$
Louis Roy	11/11	6/7	-	-	-	-	-	26 000 \$
Jean-Guy Sénécal	10/11	-	5/5	-	2/2	20/22	-	77 000 \$
Jean-François Brault*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Marco Champagne*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Albert Dang-Vu*	-	-	-	-	-	-	5/6	8 132 \$
Sophie Fortin*	-	-	-	-	-	16/22	-	20 727 \$
Claudia Gagné*	-	-	-	4/4	-	-	-	11 000 \$
Robi Guha*	-	-	-	-	-	-	6/6	8 882 \$
Robert Héroux*	-	-	-	-	-	11/11	-	14 250 \$
Sébastien Mailhot*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Marie-Josée Privyk*	-	-	-	-	-	10/11	-	13 500 \$
Francis Trudeau*	-	-	-	-	2/2	-	-	11 400 \$
Administrateurs et membres externes* de comité ayant quitté leurs fonctions à la date du présent rapport								
Marc Barbeau**	1/2	-	1/1	1/1	-	5/6	-	— \$
Muriel McGrath	2/2	1/1	-	-	-	-	2/2	8 875 \$
Lucie Demers*	-	-	-	-	1/1	-	-	3 302 \$
François Gervais*	-	-	-	-	-	11/11	-	14 250 \$
RÉMUNÉRATION TOTALE								694 104 \$

* Membre externe de comité

** M. Marc Barbeau a renoncé à sa rémunération à compter du 1^{er} juillet 2023, et ce, jusqu'à la fin de son mandat le 26 mars 2024.

AFIN DE FACILITER LA COMPRÉHENSION DU TABLEAU :

La rémunération comprend les honoraires relativement aux réunions du conseil d'administration et des comités, aux séances de formation et aux rencontres de travail. Seuls les membres externes de comités reçoivent une allocation de présence.

En date du présent rapport, les indemnités annuelles du président du conseil d'administration et de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins sont respectivement de 70 000 \$ et de 60 000 \$. Aucune rémunération additionnelle ne leur est versée sauf dans le cas où l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins assume la présidence d'un comité dont il n'est pas président d'office. Celui-ci reçoit alors une indemnité annuelle supplémentaire équivalant à la différence entre l'indemnité annuelle prévue du président de ce comité et l'indemnité annuelle d'un administrateur membre de ce comité.

4.4 Gestion des risques

PRATIQUES ET POLITIQUES

De saines pratiques en matière de gestion des risques sont essentielles à la réussite de CRCD. La *Politique de gestion des risques* adoptée par CRCD permet de fournir la capacité d'anticiper les événements de risques et d'être proactif pour réduire l'impact de ceux-ci.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidité ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers individuels, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 13 février 2025.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actifs.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes, des fonds immobiliers et des fonds d'infrastructures détenus en portefeuille, dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. La juste valeur de ces actifs au 31 décembre 2024 est de 921,9 M\$ (907,2 M\$ au 31 décembre 2023). Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire et des obligations. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 74,1 M\$ (41,9 M\$ au 31 décembre 2023) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance.

Les obligations d'une juste valeur de 352,2 M\$ (293,4 M\$ au 31 décembre 2023) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 45,9 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,7 % du prix de l'action de CRCD au 31 décembre 2024 (41,7 M\$ pour 1,6 % au 31 décembre 2023). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 54,3 M\$ représentant une augmentation de 2,0 % du prix de l'action de CRCD (50,4 M\$ pour 2,0 % au 31 décembre 2023). La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise une diversification des titres détenus en portefeuille, limitant ainsi l'exposition aux titres obligataires à long terme. Compte tenu que la durée du portefeuille obligataire est établie selon la tolérance de CRCD à l'impact d'une hausse de taux d'intérêt sur ses résultats financiers, cela vient limiter la perte dans une telle situation.

Les fonds immobiliers et les fonds d'infrastructures ayant des justes valeurs respectives de 111,3 M\$ et de 70,5 M\$ au 31 décembre 2024 (106,2 M\$ et 63,9 M\$ au 31 décembre 2023) peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces catégories d'actifs.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 468,1 M\$ (410,3 M\$ au 31 décembre 2023), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 313,7 M\$ (401,8 M\$ au 31 décembre 2023), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Ainsi, pour ces prêts et avances et actions privilégiées sensibles à la variation des taux d'intérêt, une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 5,9 M\$ du résultat net représentant une diminution de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (7,5 M\$ pour 0,3 % au 31 décembre 2023). L'effet contraire, soit une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une hausse de 6,1 M\$ du résultat net représentant une augmentation de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (7,8 M\$ pour 0,3 % au 31 décembre 2023).

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées et des engagements afférents à des titres vendus à découvert, ils peuvent modifier l'évaluation des sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 31 décembre 2024, les fonds d'actions canadiennes d'une valeur de 64,2 M\$ (56,3 M\$ au 31 décembre 2023), qui sont détenus dans le portefeuille des autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 6,4 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,2 % du prix de l'action de CRCD (5,6 M\$ pour 0,2 % au 31 décembre 2023).

Le fonds de stratégies d'actions neutres au marché, d'une valeur de 85,9 M\$ au 31 décembre 2024 (80,4 M\$ au 31 décembre 2023) n'est pas exposé de façon significative à la variation des marchés boursiers, car il minimise le risque au marché. Ainsi, toute variation du cours des actions sur les marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD. Il en va de même pour les actions cotées d'une valeur de 4,1 M\$ (15,4 M\$ au 31 décembre 2023) ainsi que pour les engagements afférents à des titres vendus à découvert d'une valeur de 4,1 M\$ (15,4 M\$ au 31 décembre 2023) qui s'insèrent dans la stratégie d'actions neutres au marché.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 14,2 M\$ (19,3 M\$ au 31 décembre 2023). Ainsi, pour ces investissements, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 1,4 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,1 % du prix de l'action de CRCD (1,9 M\$ pour 0,1 % au 31 décembre 2023).

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 121,8 M\$ soit 4,5 % de l'actif net au 31 décembre 2024, comparativement à 107,0 M\$ soit 4,2 % de l'actif net au 31 décembre 2023.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. Une marge de crédit de 10 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 31 décembre 2024, CRCD détient un contrat de change en vertu duquel il devra livrer 57,5 M\$ US (58,1 M\$ US au 31 décembre 2023) au taux de 1,4308 \$ CA/\$ US (1,3306 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2023), de même qu'un contrat de change en vertu duquel il devra livrer 20,4 M€ (18,7 M€ au 31 décembre 2023) au taux de 1,5066 \$ CA/€ (1,4719 \$ CA/€ au 31 décembre 2023) et ce, le 30 juin 2025. Au 31 décembre 2024, CRCD détient 2 M\$ en collatéral sur ses contrats de change (nil au 31 décembre 2023).

Au 31 décembre 2024, l'exposition nette du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et des comptes débiteurs de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi de 8,8 M\$ (2,8 M\$ au 31 décembre 2023). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des investissements aux monnaies étrangères est de 76,0 M\$ (76,9 M\$ au 31 décembre 2023). Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour effet une hausse (baisse) de 7,6 M\$ sur le résultat net représentant une variation de 0,3 % du prix de l'action de CRCD (7,7 M\$ pour 0,3 % au 31 décembre 2023).

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par ses activités d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

Dans un souci de respect des normes d'admissibilité des investissements à impact économique québécois, CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement. Au 31 décembre 2024, la répartition des cotes de risque affiche une augmentation de la proportion des investissements à impact économique québécois dans la catégorie « À haut risque et en insolvabilité ». Cette augmentation s'explique par les impacts négatifs du contexte économique incertain de la dernière année sur les investissements à impact économique québécois, qui sont reflétés dans les cotes de risque. Puisqu'il existe un certain décalage entre la réalité économique actuelle et les cotes de risque reflétées dans le portefeuille, ces impacts négatifs n'étaient que partiellement reflétés au cours des périodes précédentes, ce qui explique en grande partie l'évolution de la répartition du portefeuille par cote de risque.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont répartis et mis à jour régulièrement entre les cotes 1 à 10, majoritairement selon les critères de risque définis par le système CreditLens de Moody's.

L'établissement des cotes de risque pour les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds s'effectue en fonction de plusieurs critères spécifiques à cette classe d'actifs. La majorité de ces investissements sont présentés dans la catégorie « Risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater l'évolution des investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque (montants à la juste valeur) :

Cotes		Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	1 625 301	85,3	1 611 513	87,5
7 à 9	À risque	195 242	10,2	168 308	9,1
10	À haut risque et en insolvabilité	84 869	4,5	62 348	3,4
Total		1 905 412	100,0	1 842 169	100,0

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement, relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement à la date de présentation de l'information financière :

Cotes		Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	285 643	91,6	141 464	80,4
7 à 9	À risque	20 666	6,6	21 685	12,3
10	À haut risque et en insolvabilité	5 495	1,8	12 788	7,3
Total		311 804	100,0	175 937	100,0

Pour les titres obligataires, représentant 46,4 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (45,7 % au 31 décembre 2023), le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	(en milliers de \$)		(en milliers de \$)	
AAA	116 633		126 474	
AA	206 198		160 514	
A	29 353		6 456	
Total	352 184		293 444	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la *Politique de gestion globale des actifs financiers*, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est quant à lui limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et de la contrepartie au contrat qui est la Fédération des caisses Desjardins du Québec.

RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et ses directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille d'investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés ainsi que le cautionnement) :

	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois ⁽¹⁾	35,4	28,8	29,1	22,8
Autres investissements ⁽²⁾	58,9	16,5	64,3	16,9

⁽¹⁾ La participation de CRCD dans les fonds de l'écosystème représente 59 % (48 % au 31 décembre 2023) des cinq plus importants investissements à impact économique québécois.

⁽²⁾ Les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales ainsi que les fonds de placements diversifiés représentent respectivement 48 % et 52 % (49 % et 51 % au 31 décembre 2023) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au 31 décembre 2024, au moins 50 % de ces investissements doivent être réalisés dans des coopératives admissibles ou dans des entreprises situées dans les régions du Québec, à l'extérieur des communautés métropolitaines de Montréal et de Québec. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois. Au 31 décembre 2024, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois représente 70,1 % de l'actif net (72,1 % au 31 décembre 2023).

Rappelons que lors de son budget 2023-2024, le gouvernement du Québec a annoncé la révision des cadres d'intervention et des normes d'investissement des fonds fiscalisés afin de faire évoluer les règles d'admissibilité, et ce, à compter du 1^{er} janvier 2024. Plus d'information se trouve dans la section « Stratégies » du présent rapport.

CRCD s'est doté d'une *Politique de gestion globale des actifs financiers* et de directives d'investissement encadrant notamment la détention de titres étrangers au niveau du portefeuille des autres investissements. Au 31 décembre 2024, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans des fonds immobiliers et d'infrastructures et il est composé à 90,1 % de titres canadiens (88,7 % au 31 décembre 2023). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 31 décembre 2024, le portefeuille des autres investissements représente 28,2 % de l'actif net (26,4 % au 31 décembre 2023).

Risque de concentration dans un produit financier

La *Politique de gestion globale des actifs financiers* favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 31 décembre 2024, les titres obligataires représentent 12,9 % de l'actif net (11,4 % au 31 décembre 2023).

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides cibles qui devraient représenter environ 20 % des actifs sous gestion, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, une facilité de crédit est mise en place avec l'objectif d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, afin de conserver une certaine marge de manœuvre eu égard aux besoins de fonds relatifs aux opérations courantes de CRCD. Cette facilité de crédit a été utilisée durant l'exercice 2024 afin de palier un certain décalage entre les déboursés et les cessions d'investissements à impact économique québécois.

Les actions détenues dans le cadre de la stratégie d'actions neutres au marché ainsi que la superposition au portefeuille obligataire permettent de limiter le risque de liquidité lié à l'emprunt de ces titres. Au 31 décembre 2024, le montant de collatéral utilisé s'élevait à 4,7 M\$ (18,1 M\$ au 31 décembre 2023).

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée, sa marge de crédit autorisée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission au sein des entreprises québécoises.

5 Événements récents

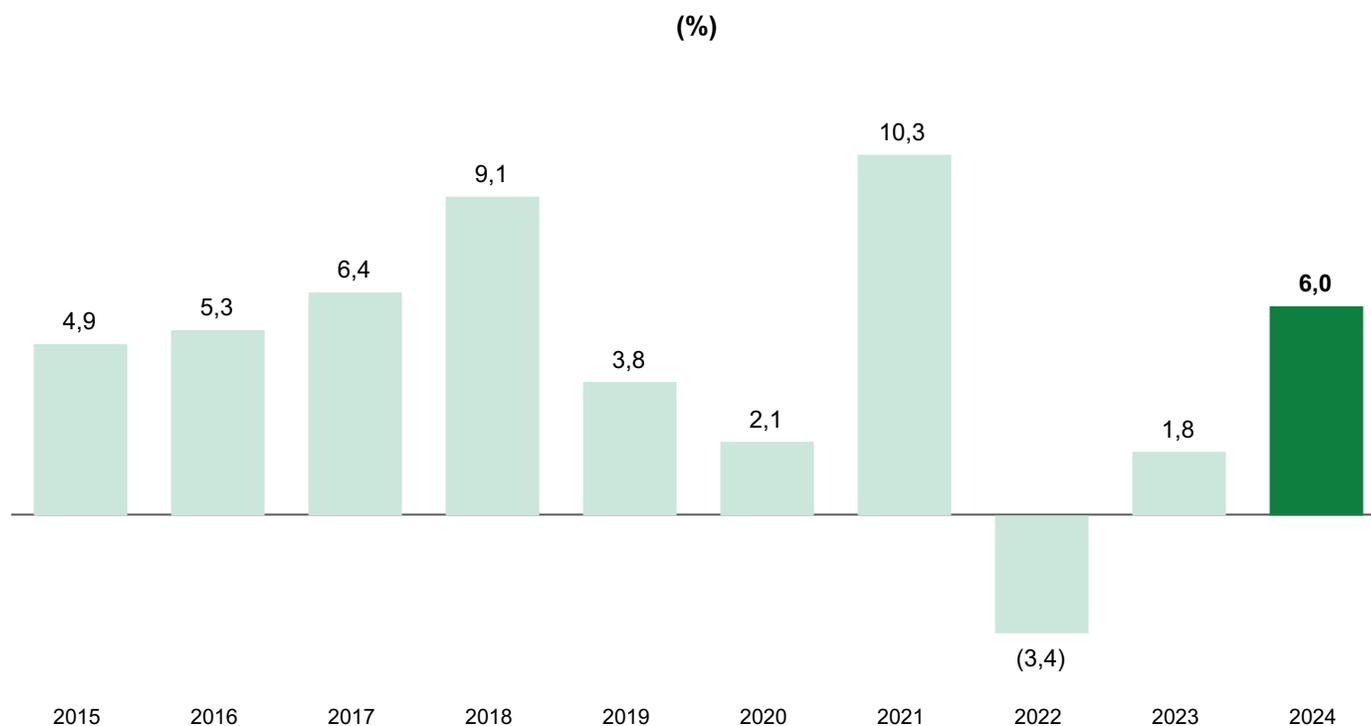
L'imposition de certains tarifs douaniers sur les produits canadiens de la part de l'administration américaine pourrait engendrer des incidences négatives à plus long terme sur nos entreprises partenaires, ce qui occasionnerait un impact sur la situation financière, la rentabilité et les résultats d'exploitation de CRCD. En plus de suivre de près les développements, des analyses sont présentement en cours afin de dresser le bilan des risques et des répercussions potentiels. Il demeure cependant trop tôt pour avoir un estimé précis des conséquences directes et indirectes étant donné l'évolution rapide de la situation.

6 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais administratifs de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

6.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



6.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 31 décembre 2024

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action ordinaire sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,5 %	4,1 %	3,2 %	1,4 %	6,0 %

7 Aperçu du portefeuille

7.1 Principaux profils d'investissement

Au 31 décembre 2024, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Profils d'investissement	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS *	
Dette	18,8
Équité	37,9
Fonds externes	2,4
Démarrage et innovations technologiques	10,6
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	0,4
Total - Investissements à impact économique québécois	70,1
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,0
Obligations	12,9
Fonds d'actions canadiennes	2,4
Fonds immobiliers	4,1
Fonds d'infrastructures	2,6
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	3,2
Stratégie d'actions neutres au marché	
Actions cotées	0,1
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(0,1)
Total - Autres investissements	28,2

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 98,3 % des profils d'investissements ci-dessus et à 1,7 % des autres éléments d'actifs.

7.2 Principaux investissements détenus

Au 31 décembre 2024, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Émetteurs au 31 décembre 2024	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois – 16 émetteurs *	39,2
Province de l'Ontario	4,3
Gouvernement du Canada	3,6
Fonds CC&L Q Marché neutre	3,2
Fonds CORE Fiera Immobilier	2,9
Fonds DGIA Infrastructures privées mondiales	2,6
Province de Québec	1,9
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1,3
Fonds nourricier immobilier direct mondial Invesco	1,1
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,1

* Les 16 émetteurs représentant collectivement 39,2 % de l'actif net de CRCD sont :

9388-7628 Québec inc.
Agropur Coopérative
Avjet Holding inc.
DC Immo 1ère S.E.C.
Desjardins Capital PME s.e.c.
Exo-s inc.
Fonds Qscale s.e.c.
Forages Technic-Eau inc.
Gestion Groupe Fournier inc.
Gestion Jérigo inc.
Groupe Filgo inc.
Groupe Norbec inc.
Groupe SJM inc.
Groupe Solotech inc.
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C.
Sollio Groupe Coopératif

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 13 février 2025

8 Rapport de la direction

Le 13 février 2025

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier annuel sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers individuels, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers individuels et que les éléments d'actifs sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers individuels plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers individuels, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers individuels.

Les états financiers individuels présentent l'information financière au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos à cette date. Établis selon les *Normes internationales d'information financière* publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Frédéric Deschênes

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
31 décembre 2024 et 2023
(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) aux 31 décembre 2024 et 2023, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels de CRCD, qui comprennent :

- les bilans aux 31 décembre 2024 et 2023;
- les états du résultat global pour les exercices terminés à ces dates;
- les états des variations de l'actif net pour les exercices terminés à ces dates;
- les tableaux des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates;
- les notes afférentes aux états financiers individuels, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations à fournir ont été présentées ailleurs dans le rapport de gestion annuel 2024, plutôt que dans les notes afférentes aux états financiers individuels. Ces informations font l'objet d'un renvoi dans les états financiers individuels et sont indiquées comme ayant été auditées.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers individuels au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion annuel 2024.

Notre opinion sur les états financiers individuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers individuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers individuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers individuels

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers individuels conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers individuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers individuels, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers individuels, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers individuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers individuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers individuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers individuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers individuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 13 février 2025

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A117693

Bilans

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
ACTIF			
Investissements à impact économique québécois	7	1 905 412	1 842 169
Autres investissements	8	762 751	658 073
Immobilisations incorporelles	10	1 278	2 716
Impôts sur le bénéfice	17	45 695	38 841
Comptes débiteurs	11	17 695	24 605
Encaisse	12	9 609	35 305
		2 742 440	2 601 709
PASSIF			
Autres investissements - Engagements afférents à des titres vendus à découvert	8	4 079	15 435
Impôts sur le bénéfice	17	—	8 018
Comptes créditeurs		12 363	11 638
		16 442	35 091
ACTIF NET	14	2 725 998	2 566 618
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		146 225 674	145 932 757
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		18,64	17,59

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Bernard Bolduc, B.A.A. Finance, IA S.A., administrateur

(signé) Jean-Guy Sénécal, FCPA, administrateur

États du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)

	Notes	2024 \$	2023 \$
PRODUITS			
Intérêts	7 et 8	57 208	50 038
Dividendes et distributions		34 562	67 875
Frais d'administration		309	191
		92 079	118 104
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS			
Réalisés		5 942	76 990
Non réalisés		113 309	(92 976)
		119 251	(15 986)
Frais financiers	13	(4)	(788)
TOTAL DES PRODUITS NETS ET DES GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS		211 326	101 330
CHARGES OPÉRATIONNELLES			
Frais de gestion		30 897	28 500
Autres frais d'exploitation	16	11 203	11 692
Services aux actionnaires	16	10 692	12 085
		52 792	52 277
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		158 534	49 053
Impôts sur le bénéfice	17	4 992	4 426
BÉNÉFICE NET DE L'EXERCICE		153 542	44 627
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		144 474 623	146 297 232
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		1,06	0,31

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

États des variations de l'actif net

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Capital-actions (note 14)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$		
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023	120 488 709	1 583 597	25 444 048	395 613	145 932 757	1 979 210	587 408	2 566 618
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	153 542	153 542
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	6 933 919	123 424	—	—	6 933 919	123 424	—	123 424
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(6 521 401)	(76 600)	(119 601)	(1 838)	(6 641 002)	(78 438)	(39 148)	(117 586)
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024	120 901 227	1 630 421	25 324 447	393 775	146 225 674	2 024 196	701 802	2 725 998
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2022	125 467 215	1 616 925	22 631 357	347 006	148 098 572	1 963 931	595 169	2 559 100
Bénéfice net de l'exercice	—	—	—	—	—	—	44 627	44 627
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	3 360 786	59 654	—	—	3 360 786	59 654	—	59 654
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(5 444 039)	(61 954)	(82 562)	(1 278)	(5 526 601)	(63 232)	(33 531)	(96 763)
Échange d'actions ordinaires	(2 895 253)	(31 028)	2 895 253	49 885	—	18 857	(18 857)	—
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2023	120 488 709	1 583 597	25 444 048	395 613	145 932 757	1 979 210	587 408	2 566 618

⁽¹⁾ Actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » et Actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 décembre

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	2024 \$	2023 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Bénéfice net de l'exercice		153 542	44 627
Ajustements sans effet sur la trésorerie			
Pertes (gains) sur investissements		(119 251)	15 986
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements		(2 591)	(2 833)
Amortissement des immobilisations incorporelles		1 500	2 858
Impôts différés		(742)	(4 491)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse		(12 275)	(13 932)
Variation des actifs et des passifs opérationnels			
Impôts sur le bénéfice		(14 130)	10 047
Comptes débiteurs		4 526	(6 472)
Comptes créditeurs		2 192	(471)
Acquisition d'investissements à impact économique québécois		(113 889)	(161 086)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois		180 361	263 359
Acquisition d'autres investissements		(623 241)	(350 326)
Produit de la cession d'autres investissements		519 775	301 051
		(24 223)	98 317
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(62)	(472)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions ordinaires		123 424	59 654
Rachat d'actions ordinaires		(117 586)	(96 763)
		5 838	(37 109)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice			
		(18 447)	60 736
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		62 192	1 456
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE			
	12	43 745	62 192
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Intérêts reçus		41 829	37 968
Dividendes et distributions reçus		26 328	43 564
Impôts sur les bénéfices remboursés (payés)		(19 835)	1 190

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la Loi) et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- six personnes nommées par la présidence de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;
- trois personnes élues par l'assemblée générale des actionnaires;
- trois personnes nommées par les neuf membres nommés précédemment, dont une personne que ces membres jugent représentative des coopératives admissibles et une autre des autres entités admissibles décrites dans la Loi; et
- un administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les douze administrateurs.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités québécoises admissibles. Les entités québécoises admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale, autre qu'une coopérative admissible ou une société ou une personne morale dont l'ensemble des activités consiste principalement à faire des investissements, qui, d'une part, exploite activement une entreprise au Québec et qui, d'autre part, est de propriété québécoise ou a un centre de décision principal qui est exploité au Québec. L'investissement est généralement prévu pour une durée de trois à vingt ans.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou coopérative admissible. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec situées à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

Advenant le non-respect de l'une ou l'autre de ces règles au terme d'un exercice, une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice financier serait imposée. Aux 31 décembre 2024 et 2023, les cibles ont été atteintes.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les états financiers) conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 février 2025.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs, les immobilisations incorporelles ainsi que les impôts, qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Note 3 – Méthodes comptables significatives

a) Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés en fonction des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ainsi que du modèle économique en vertu duquel ils sont détenus.

Caractéristiques des flux de trésorerie contractuels

Pour que le critère lié aux caractéristiques des flux de trésorerie soit respecté aux fins du classement d'un actif financier, il faut que les flux de trésorerie liés à cet actif correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Le principal correspond généralement à la juste valeur de l'actif financier lors de sa comptabilisation initiale. L'intérêt consiste principalement en une contrepartie pour la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associés au principal restant dû sur une période donnée.

Modèles économiques

Les modèles économiques que suit CRCD sont déterminés d'une manière qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés en vue d'atteindre un objectif économique donné. Les modèles économiques représentent la manière dont CRCD gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie, c'est-à-dire qu'ils reflètent si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux. Les modèles économiques établis par CRCD se définissent comme suit :

- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels : L'objectif de détention des actifs financiers est la perception des flux de trésorerie contractuels;
- Détenus pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et vendre : L'objectif est atteint à la fois par la perception de flux de trésorerie contractuels et par la vente des actifs financiers; et
- Autres modèles économiques : L'objectif ne cadre avec aucun des modèles économiques susmentionnés.

Le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de CRCD se résument comme suit :

- Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements et les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de gérer et d'évaluer la performance des investissements sur une base de la juste valeur.
- L'encaisse, les comptes débiteurs et les comptes à recevoir sur les cessions d'autres investissements sont évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur, puisque leur détention s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels et qu'ils répondent aux critères du test des caractéristiques des flux contractuels correspondant uniquement à des remboursements de capital et d'intérêt.
- Les comptes créditeurs et les comptes à payer sur les acquisitions d'autres investissements sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur tandis que les engagements afférents aux titres vendus à découvert sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

b) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

b) Évaluation de la juste valeur (suite)

Fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, tel qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Garanties et cautionnements

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une garantie ou un cautionnement qu'il a accordé, une provision pour perte de crédit attendue équivalente à l'estimation du montant à assumer sera comptabilisée à titre de passif.

Billet

Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois et est comptabilisé à la juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à recevoir en vertu de l'entente contractuelle sous-jacente à ce billet à la date de présentation de l'information financière.

Engagements afférents à des titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentant l'obligation pour CRCD de livrer des titres qu'il ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisés à leur juste valeur à titre de passifs. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur ces titres sont comptabilisés à titre de gains (pertes) sur investissements à l'état du résultat global.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

c) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;
- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD; et
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Note 3 – Méthodes comptables significatives (suite)

d) Constatation des produits

Intérêts

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ».

Dividendes et distributions

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions ou encaissés.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds du portefeuille des autres investissements.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

e) Contrats de change

Dans le cadre de ses activités d'investissements, CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

f) Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés à l'état du résultat global.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. Ce remboursement attendu d'impôts est constaté à titre d'actif au bilan. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relié aux gains (pertes) latents sur les investissements et aux recouvrements latents découlant des

mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Note 4 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS de comptabilité exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé sur les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question.

Depuis l'annonce en février 2025 de tarifs douaniers sur les produits canadiens, le contexte économique est fortement impacté par l'incertitude entourant l'évolution des relations commerciales avec les États-Unis. À la lumière de l'évolution de ce contexte hautement incertain, les jugements, estimations et hypothèses qui seront formulés pour les prochaines périodes pourraient donc différer de ceux qui ont été formulés pour la préparation des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Ainsi, la juste valeur reflète les conditions du marché au 31 décembre 2024 et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF), CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuilles (CEP), formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, passe en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires. De plus, un comité d'audit et de gestion des risques surveille le risque de non-conformité aux règles d'évaluation de portefeuille. En cas de non-conformité, le CEP en serait informé.

Note 5 – Modifications comptables futures

L'IASB a publié en avril 2024 l'IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers* qui remplacera l'actuelle norme IAS 1, *Présentation des états financiers*.

L'IFRS 18 introduit trois nouveaux éléments qui visent à améliorer la présentation des informations fournies dans les états financiers. L'IFRS 18 introduit trois nouvelles catégories de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) afin d'améliorer la comparabilité de l'état des résultats entre les sociétés. L'IFRS 18 a pour objectif d'améliorer la transparence des indicateurs de performance définis par la direction. L'IFRS 18 fournit des indications sur la manière de présenter les informations se retrouvant dans les états financiers.

Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 18 s'appliqueront de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Il n'y a aucune autre norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 31 décembre 2024 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 6 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers audités.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois

Le Relevé du coût des investissements à impact économique québécois peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2024		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	546 065	171 717	717 782
Actions privilégiées	322 048	65 388	387 436
Parts de fonds	294 949	109 087	404 036
Prêts et avances	442 631	(59 394)	383 237
Billet	631	1 176	1 807
Garantis			
Prêts et avances	16 508	(5 394)	11 114
Total	1 622 832	282 580	1 905 412

	Au 31 décembre 2023		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	539 897	88 288	628 185
Actions privilégiées	341 474	34 656	376 130
Parts de fonds	299 310	100 460	399 770
Prêts et avances	466 152	(38 720)	427 432
Billet	618	1 504	2 122
Garantis			
Prêts et avances	11 832	(3 302)	8 530
Total	1 659 283	182 886	1 842 169

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur en dollars canadiens de 89,5 M\$ (74,4 M\$ au 31 décembre 2023) et des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 29,1 M\$ (29,7 M\$ au 31 décembre 2023).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,5 % (8,9 % au 31 décembre 2023). Pour la majorité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 42,8 M\$ (38,4 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023). La variation de la juste valeur des prêts et avances est principalement imputable à la variation du risque de crédit et, dans une moindre mesure, à l'évolution des taux exigés sur ces types de produits.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,0 années (4,7 années au 31 décembre 2023), et la juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins d'un an est de 16,9 M\$ (13,4 M\$ au 31 décembre 2023).

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2024				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	575 260	575 555	176 437	295 580	1 622 832
Gain (perte) non réalisé	152 883	40 032	(20 598)	110 263	282 580
Juste valeur	728 143	615 587	155 839	405 843	1 905 412
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	5 096	8 605	11 818	280 052	305 571
Cautionnement ^{(1) (2)}	—	6 233	—	—	6 233
Total	733 239	630 425	167 657	685 895	2 217 216

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2023				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	605 665	598 196	155 494	299 928	1 659 283
Gain (perte) non réalisé	82 971	26 882	(28 931)	101 964	182 886
Juste valeur	688 636	625 078	126 563	401 892	1 842 169
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾	13 997	16 012	6 131	130 064	166 204
Garanties et cautionnements ^{(1) (2)}	3 500	6 233	—	—	9 733
Total	706 133	647 323	132 694	531 956	2 018 106

⁽¹⁾ Les fonds engagés, mais non déboursés, ainsi que les garanties et cautionnements n'apparaissent pas au bilan.

⁽²⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les Autres investissements.

Garanties et cautionnements

Au 31 décembre 2024, CRCD a consenti un cautionnement d'un montant total de 6,2 M\$, dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des entreprises dans lesquelles CRCD a investi (le consentement des garanties et cautionnements s'élevait à 9,7 M\$ au cours de l'exercice 2023). Ces cautionnements ne peuvent être invoquées que dans le cas où une entreprise ne respecterait pas ses obligations contractuelles. Au 31 décembre 2024, la durée de cette caution au moment de son octroi était de cinq ans (entre quatre à cinq ans au 31 décembre 2023).

Aux 31 décembre 2024 et 2023, aucun montant n'a été comptabilisé dans les passifs à titre de provision pour perte de crédit attendue découlant de ces cautionnements consentis.

Note 7 – Investissements à impact économique québécois (suite)

Fonds engagés, mais non déboursés

Les fonds engagés, mais non déboursés, représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2025 \$	2026 \$	2027 \$	2028 \$	2029 et après \$	Total \$
259 056	9 735	13 552	17 098	6 130	305 571

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 31 décembre 2024		Au 31 décembre 2023	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	6	245 086	5	207 019
Entités associées				
Entreprises partenaires	54	665 967	55	635 820
Fonds	9	367 019	9	361 679

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 1 % et 45 % au 31 décembre 2024 (entre 2 % et 45 % au 31 décembre 2023) pour les entités associées. Au 31 décembre 2024, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales et 15 entités associées (deux filiales et 11 entités associées au 31 décembre 2023).

Aux 31 décembre 2024 et 2023, les participations dans les fonds sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 13 % et 95 %.

Note 8 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 31 décembre 2024		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	119 604	(2 970)	116 634
Provinciales, municipales ou garanties	183 185	(3 973)	179 212
Institutions financières	56 289	49	56 338
	359 078	(6 894)	352 184
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	74 131	—	74 131
Contrats de change ⁽²⁾	—	449	449
Fonds d'actions canadiennes	48 691	15 469	64 160
Fonds immobiliers	106 122	5 210	111 332
Fonds d'infrastructures	60 000	10 542	70 542
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	87 222	(1 323)	85 899
Actions cotées	3 982	72	4 054
Total	739 226	23 525	762 751
Passifs - Autres investissements			
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4 103)	24	(4 079)
Total	(4 103)	24	(4 079)

	Au 31 décembre 2023		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	127 430	(1 708)	125 722
Provinciales, municipales ou garanties	168 344	(2 372)	165 972
Institutions financières	1 750	—	1 750
	297 524	(4 080)	293 444
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾	41 859	—	41 859
Contrats de change ⁽²⁾	—	581	581
Fonds d'actions canadiennes	47 754	8 525	56 279
Fonds immobiliers	103 018	3 137	106 155
Fonds d'infrastructures	60 000	3 923	63 923
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	82 781	(2 394)	80 387
Actions cotées	14 788	657	15 445
Total	647 724	10 349	658 073
Passifs - Autres investissements			
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(15 020)	(415)	(15 435)
Total	(15 020)	(415)	(15 435)

Note 8 – Autres investissements (suite)

Répartition des obligations par échéance

	Au 31 décembre 2024			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	59 026	3 230	296 822	359 078
Valeur nominale	59 150	3 275	364 616	427 041
Juste valeur	59 077	3 246	289 861	352 184
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,00 %	2,70 %	2,38 %	2,47 %
Taux moyen effectif	3,83 %	3,10 %	3,72 %	3,73 %

	Au 31 décembre 2023			
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	1 750	—	295 774	297 524
Valeur nominale	1 750	—	353 957	355 707
Juste valeur	1 750	—	291 694	293 444
Taux moyen nominal ⁽³⁾	5,49 %	—	2,20 %	2,21 %
Taux moyen effectif	5,47 %	—	3,50 %	3,51 %

⁽¹⁾ Aux 31 décembre 2024 et 2023, les instruments de marché monétaire sont composés principalement de bons du Trésor, de papiers commerciaux et d'acceptations bancaires.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 57,5 M\$ US (58,1 M\$ US au 31 décembre 2023) et un notionnel de 20,4 M€ (18,7 M€ au 31 décembre 2023) ont une échéance de six mois.

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 76,0 M\$ (76,9 M\$ au 31 décembre 2023).

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 11,7 M\$ (9,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Actifs financiers affectés en garantie

Dans le cours normal des activités reliées aux transactions d'engagements afférents à des titres vendus à découvert, des actifs financiers sous forme de titres obligataires sont affectés en garantie. La valeur du collatéral liée à ce type de transaction est de 4,7 M\$ au 31 décembre 2024 (18,1 M\$ au 31 décembre 2023). Ces actifs financiers affectés en garantie ne sont pas décomptabilisés puisque la quasi-totalité des risques et avantages liés à leur propriété est conservée.

Fonds engagés, mais non déboursés

Au 31 décembre 2024, les autres investissements ne comprennent aucun fonds engagés mais non déboursés.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix); et
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

	Au 31 décembre 2024			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	14 217	—	1 891 195	1 905 412
Autres investissements	451 697	129 180	181 874	762 751
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	4 375	4 375
Total des actifs financiers	465 914	129 180	2 077 444	2 672 538
Passifs financiers				
Autres investissements - Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(4 079)	—	—	(4 079)
Total des passifs financiers	(4 079)	—	—	(4 079)
	Au 31 décembre 2023			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	19 258	—	1 822 911	1 842 169
Autres investissements	443 811	44 184	170 078	658 073
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	—	—	5 185	5 185
Total des actifs financiers	463 069	44 184	1 998 174	2 505 427
Passifs financiers				
Autres investissements - Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(15 435)	—	—	(15 435)
Total des passifs financiers	(15 435)	—	—	(15 435)

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 (un transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2023).

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2024			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Autres passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2023	1 822 911	170 078	5 185	—
Gains (pertes) réalisés	18 631	—	274	—
Gains (pertes) non réalisés	101 265	8 692	—	—
Acquisitions/émissions	125 325	3 104	910	—
Cessions/remboursements	(176 937)	—	(1 994)	—
Juste valeur au 31 décembre 2024	1 891 195	181 874	4 375	—
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2024	98 036	8 692	—	—

	Au 31 décembre 2023			
	Investissements à impact économique québécois \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois \$	Autres passifs financiers \$
Juste valeur au 31 décembre 2022	1 921 879	155 754	18 593	(2 197)
Gains (pertes) réalisés	80 607	1 535	9 724	(1 085)
Gains (pertes) non réalisés	(94 500)	(9 435)	—	—
Acquisitions/émissions	175 887	34 224	3 980	—
Cessions/remboursements	(260 962)	(12 000)	(27 112)	3 282
Juste valeur au 31 décembre 2023	1 822 911	170 078	5 185	—
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 31 décembre 2023	(78 964)	(9 435)	—	—

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 31 décembre 2024			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	252 262	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,2 % à 16,0 % (9,1 %)
	38 842	Autres ⁽³⁾	—	—
Actions non participantes	61 471	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,1 % à 7,4 % (7,1 %)
Actions participantes majoritaires	150 780	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,2 % à 8,4 % (8,3 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 2,8 % à 13,7 % (9,9 %)
	110 271	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	433 147	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,2 % à 19,9 % (10,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 0 % à 58,3 % (22,1 %)
	166 248	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	188 420	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	83 911	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	1 807	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	404 036	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 891 195			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures	181 874	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	4 375	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,0 % à 6,7 % (2,9 %)

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2023

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	289 193	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 6,3 % à 17,4 % (8,4 %)
	26 102	Autres ⁽³⁾	—	—
Actions non participantes	112 591	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,8 % à 8,8 % (8,2 %)
Actions participantes majoritaires	140 330	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 9,0 % à 11,2 % (10,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 5,0 % à 13,4 % (10,1 %)
	119 907	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	282 497	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 6,1 % à 20,2 % (11,0 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 5,4 % à 51,2 % (22,0 %)
	200 318	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	153 377	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	96 704	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	2 122	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	399 770	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 822 911			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures				
	170 078	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissement à impact économique québécois				
	5 185	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,0 % à 7,2 % (3,6 %)

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet à recevoir est lié à un investissement à impact économique québécois effectué dans un fonds.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Actions participantes majoritaires	+/- 0,3 %	+/- 0,2 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,8 %	+/- 0,5 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 9 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables (suite)

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 10 – Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composées de coûts relatifs au développement d'applications.

Ces coûts sont capitalisés lorsque la phase de développement de l'application commence. Les dépenses engagées avant cette phase sont comptabilisées en charges. Les immobilisations incorporelles sont amorties linéairement sur une période 3 ans, soit leur durée d'utilité déterminée.

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Coût	13 781	13 719
Amortissement cumulé	(12 503)	(11 003)
Valeur nette comptable	1 278	2 716

Note 11 – Comptes débiteurs

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	11 003	17 381
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	4 375	5 185
Montants à recevoir sur les cessions d'autres investissements	—	1 575
Autres	2 317	464
Total	17 695	24 605

Les changements de risque de crédit n'ont pas eu d'impact significatif sur la valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 2,1 M\$ (2,5 M\$ au 31 décembre 2023).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 17,4 M\$ (22,9 M\$ au 31 décembre 2023) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 12 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Encaisse	9 609	35 305
Instruments de marché monétaire	34 136	26 887
Total	43 745	62 192

Au 31 décembre 2024, aucun montant d'encaisse n'est inclus en fidéicommiss (4,9 M\$ au 31 décembre 2023).

Note 13 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ aux 31 décembre 2024 et 2023 auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Cette marge de crédit porte intérêt au taux offert Desjardins majoré de 0,5 % aux 31 décembre 2024 et 2023 et est renouvelable annuellement. Aux 31 décembre 2024 et 2023, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit.

Note 14 – Capital-actions

Autorisé

Le capital-actions de CRCD comporte deux catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission » et la catégorie B « Échange ». Ces actions sont émises sans valeur nominale et elles sont participantes, avec droit de vote et droit d'élire des administrateurs au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

En juin 2024, CRCD a obtenu le droit d'émettre 125 M\$ d'actions de catégorie A « Émission » pour l'émission 2024. Au cours de l'exercice 2024, CRCD a recueilli 123,4 M\$ en actions de catégorie A « Émission », soit la quasi-totalité du montant maximum autorisé pour l'émission 2024 comparativement à 59,7 M\$ en 2023.

Le programme d'échange des actions de catégorie B « Échange », soit la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles, a pris fin le 28 février 2023.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émission

L'actif net de CRCD au 31 décembre 2024 s'élève à 2 726,0 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Solde en M\$(¹)			Rachat possible à compter de(²)
	Actions "Émissions"	Actions "Échange"	Total	
2001 à 2017	1 255,5	—	1 255,5	Aujourd'hui
2018	175,2	—	175,2	2025
2018	—	124,2	124,2	2026
2019	160,9	119,3	280,2	2026
2020	171,6	122,1	293,7	2027
2021	148,2	—	148,2	2028
2021	—	52,7	52,7	2029
2022	150,8	—	150,8	2029
2022	—	53,7	53,7	2030
2023	62,6	—	62,6	2030
2024	129,2	—	129,2	2031
Actif net	2 254,0	472,0	2 726,0	

(¹) Calculé à la valeur de l'actif net par action au 31 décembre 2024.

(²) La date de rachat possible est établie selon la date de la transaction.

Note 15 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 14.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 16 – Charges

	2024 \$	2023 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	8 093	9 123
Honoraires pour services professionnels	1 093	213
Honoraires de conseillers en valeurs	715	625
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	694	703
Honoraires d'audit	228	209
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	253	197
Autres charges	127	622
Total	11 203	11 692
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	2 542	2 519
Communication de l'information aux actionnaires	217	404
Frais de distribution	6 096	5 948
Frais informatiques	1 631	3 155
Autres charges	206	59
Total	10 692	12 085

Note 17 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	2024 \$	2023 \$
Exigibles	5 734	8 917
Différés	(742)	(4 491)
Total	4 992	4 426

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2024 \$	2023 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % en 2024 et 2023	62 621	19 376
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements	(46 765)	7 192
Dividendes non imposables	(7 299)	(20 157)
Autres	(3 565)	(1 985)
Total	4 992	4 426

Note 17 – Impôts sur le bénéfice (suite)

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Actifs		
Impôts en main remboursables	34 887	36 005
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	7 229	—
Impôts différés	3 579	2 836
Total	45 695	38 841
Passif		
Impôts sur le bénéfice à payer	—	(8 019)
Total	—	(8 019)

Les éléments donnant lieu aux actifs (passifs) d'impôts différés se détaillent comme suit:

	Au 31 décembre 2024 \$	Au 31 décembre 2023 \$
Impôts différés - frais d'émission et de distribution	3 974	3 793
Impôts différés - autres	(395)	(957)
Total actif d'impôts différés	3 579	2 836

CRCD s'attend à recouvrer 8,8 M\$ (6,5 M\$ à payer au 31 décembre 2023) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 18 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital), son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de Desjardins Capital et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. Cette convention de gestion qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018, pour une durée de trois ans, a été modifiée en date du 1^{er} décembre 2020 et prévoit des renouvellements automatiques pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. En vertu de cette convention, les frais de gestion sont équivalents à un taux maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille des investissements à impact économique québécois ou des autres investissements. Desjardins Capital et CRCD ont convenu que, pour un exercice donné, un ajustement pourrait également être apporté afin de permettre à CRCD de bénéficier d'économies d'échelle réalisées par Desjardins Capital liées à la croissance des actifs de CRCD. Les honoraires de négociation provenant des entreprises en portefeuille sont gagnés par Desjardins Capital, et les frais de gestion que CRCD doit payer sont diminués d'un montant équivalent.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. En date du 1^{er} janvier 2023, une convention amendée et refondue, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025 est entrée en vigueur. Des renouvellements automatiques pour des termes d'un an sont prévus à l'expiration du terme, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration entre les parties a été amendé et refondu en date du 1^{er} janvier 2023 et pour une durée illimitée, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins et via AccèsD. En date du 1^{er} janvier 2023, une convention amendée et refondue, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2025, est entrée en vigueur. Des renouvellements automatiques pour des termes d'un an sont prévus à l'expiration du terme, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins inc. le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD, par le biais de son gestionnaire, a confié à Groupe Technologies Desjardins inc. sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'évolution de son logiciel de gestion des investissements.
- CRCD, par le biais de son gestionnaire, a confié la gestion d'une partie du portefeuille des autres investissements à Desjardins Gestion internationale d'actifs inc., soit la mise en œuvre de stratégies de titres à revenu fixe, la gestion des instruments de marché monétaire et la gestion d'une stratégie d'actions neutre au marché.

Note 18 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2024			Au 31 décembre 2023		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	—	449	449	—	581	581
Immobilisations incorporelles	—	1 279	1 279	—	2 716	2 716
Comptes débiteurs	—	—	—	—	1 575	1 575
Encaisse	—	9 661	9 661	—	35 511	35 511
Passif						
Comptes créditeurs	3 312	3 632	6 944	2 145	7 237	9 382

	2024			2023		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Gains (pertes) sur investissements	—	7 324	7 324	—	(1 977)	(1 977)
Frais financiers	—	(4)	(4)	—	(788)	(788)
Charges						
Frais de gestion	30 897	—	30 897	28 500	—	28 500
Autres frais d'exploitation	—	8 514	8 514	—	10 257	10 257
Services aux actionnaires	—	10 451	10 451	—	11 621	11 621

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins inc., Groupe Technologies Desjardins inc., Fiducie Desjardins inc., Desjardins Société de placement inc. et Desjardins Gestion internationale d'actifs inc.. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023, leur rémunération se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant total de 0,6 M\$ par année.

Note 19 – Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements
à impact économique québécois

Au 31 décembre 2024

(en milliers de dollars canadiens)



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les informations financières ci-jointes de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 31 décembre 2024 ont été préparées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Notre audit

Les informations financières de CRCD sont constituées du relevé du coût des investissements à impact économique québécois au 31 décembre 2024, ainsi que de la note, qui comprend d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des informations financières* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des informations financières au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note des informations financières, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les informations financières ont été préparées conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que les informations financières ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à CRCD.

Nous ne faisons aucune déclaration et ne donnons aucune garantie à un tiers à l'égard de ce rapport. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des informations financières

La direction est responsable de la préparation des informations financières conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement; ce qui implique de déterminer si le référentiel d'information financière applicable est acceptable pour la préparation des informations financières dans les circonstances, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'informations financières exemptes d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des informations financières

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les informations financières, prises dans leur ensemble, sont exemptes d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des informations financières prennent en se fondant sur celles-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les informations financières comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.



Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 13 février 2025

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique n° A117693

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Abitibi-Témiscamingue							
3344541 Canada inc. (Restaurant Pizza-Bella)	2022	S	—	404	—	404	—
9045-2491 Québec inc. (Entreprises Gaétan Jolicoeur)	2021	S	—	396	—	396	—
9097-7810 Québec inc. (Pro-Portes)	2021	S	—	168	—	168	—
9145-1625 Québec inc. (MC Industriel)	2021	M	—	381	—	381	—
9212-9402 Québec inc. (Construction Francis Roy inc.)	2019	S	—	360	—	360	—
9252-7217 Québec inc. (Roy Hydraulmec)	2022	S	—	448	—	448	—
9269-2011 Québec inc. (Zone Chasse & Pêche)	2022	S	—	472	—	472	—
9332-0414 Québec inc. (Garage Patriote)	2022	S	—	226	—	226	—
Boulons Abitibi Itée	2022	S	—	418	—	418	—
ESKair J.F.M. inc.	2023	S	—	170	—	170	—
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.	2021	M	—	5 417	—	5 417	—
Ghislain Tremblay (Rouyn) inc. (Maison des Viandes)	2022	S	—	267	—	267	—
Lebleu Communication Humaine inc.	2023	S	—	300	—	300	—
Pentagones - Société d'investissement inc.	2019	S	—	1 423	—	1 423	—
Probe Gold inc.	2022	M	437	—	—	437	—
Raymond Beausejour (1989) inc.	2023	S	—	500	—	500	—
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	574	—	—	574	—
Sogitex inc.	2021	S	—	389	—	389	—
Vior inc.	2020	M	550	—	—	550	—
Total Abitibi-Témiscamingue			1 561	11 739	—	13 300	—
Bas-Saint-Laurent							
2550-0364 Québec inc.	2023	S	—	304	—	304	—
9147-1227 Québec inc.	2022	S	—	247	—	247	—
A.G.M. Construction inc.	2020	S	—	363	—	363	—
Alain Tardif photographie inc.	2021	S	—	64	—	64	—
Armand St-Onge inc.	2023	S	—	85	—	85	—
Arseno & Associés inc.	2022	M	—	458	—	458	—
Chaussures Rioux inc.	2023	S	—	285	—	285	—
Distributions B.S.L. inc. (Les)	2021	S	—	1 063	—	1 063	—
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	—	197	—	197	—
Petits bonheurs de Marguerite inc. (Les)	2023	S	—	190	—	190	—
Pré-vert Plus inc.	2022	S	—	244	—	244	—
Premier Tech Itée	2022	M	—	26 931	—	26 931	—
Produits d'érable Prestige inc.	2021	S	—	3 720	—	3 720	—
Produits métalliques A.T. inc. (Les)	2021	M	1 501	—	—	1 501	—
Résidence St-Louis Lafontaine inc.	2021	S	—	927	—	927	—
Total Bas-Saint-Laurent			1 501	35 078	—	36 579	—
Canada Hors Québec et Hors Ontario							
HootSuite inc.	2021	IT	4 254	—	—	4 254	—
Mogo inc.	2021	IT	9 117	—	—	9 117	—
Total Canada Hors Québec et Hors Ontario			13 371	—	—	13 371	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Capitale-Nationale							
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	—	86	—	86	—
9049-3636 Québec inc. (Bello Restaurante)	2022	S	—	479	—	479	—
9174-1330 Québec inc. (Emballages de la Capitale)	2022	S	—	500	—	500	—
9317-5578 Québec inc. (La Bûche, Cuisine québécoise)	2022	S	—	479	—	479	—
9332-2964 Québec inc. (Céramique L'Entrepôt de Québec)	2021	S	—	416	—	416	—
9370-8956 Québec inc. (Les Constructions 3CR)	2022	S	—	267	—	267	—
9372-0761 Québec inc. (Boneyuses (Les))	2022	S	—	135	—	135	—
9450-4214 Québec inc.	2022	S	4 890	2 005	—	6 895	—
9470-8047 Québec inc.	2022	M	—	—	—	—	—
9518-5708 Québec inc. (Station-Service G. et M. Leroux)	2024	S	—	188	—	188	—
Accair inc.	2021	M	—	267	—	267	—
Ai-Genetika inc. (BioTwin)	2021	IT	—	348	—	348	—
Atelier Avant-Garde inc. (L')	2021	S	—	108	—	108	—
Automatisation D2E inc.	2021	S	—	389	—	389	—
AxesNetwork Solutions inc.	2019	IT	6 821	—	—	6 821	—
Clinique de l'auto D.L.H. inc.	2022	S	—	339	—	339	—
Communication Wazo inc.	2021	IT	4 039	—	—	4 039	—
Concept Naval Experts Maritimes inc.	2021	S	—	451	—	451	—
Concetti Design inc.	2021	M	—	410	—	410	—
Construction Durand inc.	2023	S	—	425	—	425	—
Constructions François Martel inc.	2021	S	—	221	—	221	—
Coopérative de travailleurs actionnaires EBM Laser et Després	2022	M	—	481	—	481	—
Coopérative nationale de l'information indépendante, Coop de	2022	S	—	2 000	—	2 000	—
Demers Bicyclettes et skis de fond inc.	2023	S	—	—	874	874	—
Dessercom inc.	2023	S	—	15 000	—	15 000	—
Électronique Organique Brilliant Matters inc.	2023	IT	2 000	—	—	2 000	—
Flash Romeo inc. (Evolia (MC))	2019	IT	3 860	—	—	3 860	—
Fokus productions inc.	2021	S	—	1 095	—	1 095	—
Geniarp inc.	2023	S	—	225	—	225	—
Groupe Céramique L'Entrepôt inc.	2024	S	—	2 000	—	2 000	—
Ingéniarts Technologies inc.	2020	M	5 898	—	—	5 898	—
Inogéni inc.	2021	M	1 475	485	—	1 960	—
JLMD CPA inc.	2023	S	—	425	—	425	—
KSO inc.	2021	S	2 950	—	—	2 950	—
Laserax inc.	2020	M	8 620	—	—	8 620	—
Lauréat Pépin inc.	2021	S	—	322	—	322	—
LeddarTech inc.	2021	IT	—	—	2 619	2 619	—
Manulift E.M.I. Itée	2024	S	3 333	1 667	—	5 000	—
Micro Logic Sainte-Foy Itée	2022	S	—	—	1 012	1 012	—
Mécanique J. Clair inc.	2021	S	—	417	—	417	—
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	—	1 127	—	1 127	—
OxyNov inc.	2021	IT	1 650	—	—	1 650	—
Pâtisserie-Traiteur La Mangue Verte inc.	2021	S	—	—	153	153	—
Prehos inc.	2021	S	—	2 000	500	2 500	—
Qohash inc.	2019	IT	7 133	—	—	7 133	—
Service de Pneus Central inc.	2021	S	—	136	—	136	—
Services Denco inc. (Les)	2022	S	—	92	—	92	—
Société en commandite Groupe Gecko Alliance	2022	M	11 368	—	—	11 368	—
Soudure D.G. Tech inc.	2022	S	—	274	—	274	—
SVI E Solutions inc.	2021	S	—	368	—	368	—
Technologies Folks RH inc. (Les)	2021	S	—	2 394	—	2 394	—
Vireo inc.	2021	M	—	1 479	—	1 479	—
Womance Style de Vie inc.	2021	S	—	217	—	217	—
Total Capitale-Nationale			64 037	39 717	5 158	108 912	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Centre-du-Québec							
9046-8984 Québec inc. (Équipements Tousignant)	2022	S	—	493	—	493	—
9319-4496 Québec inc. (EBGO)	2021	S	—	396	—	396	—
Airex Énergie inc.	2022	M	4 050	—	—	4 050	—
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	—	—	3 732	—
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	3 100	—	—	3 100	—
CR Nouvel-Air 2018 inc.	2022	S	—	359	—	359	—
Entreprise X Protect inc.	2022	S	—	465	—	465	—
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	—	—	20 000	—
Groupe Anderson inc.	2007	M	1 312	—	—	1 312	—
Maisonsetchaletsalouer.com inc.	2022	S	—	397	—	397	—
Réfrigération Drummond inc.	2022	S	—	472	—	472	—
Total Centre-du-Québec			32 194	2 582	—	34 776	—
Chaudière - Appalaches							
11129929 Canada inc.	2024	IT	—	—	—	—	—
8450765 Canada inc. (Groupe Blu2)	2021	S	—	382	—	382	—
9346-9591 Québec inc. (Construction Des Rivages inc.)	2021	S	—	375	—	375	—
9349-1256 Québec inc. (Roulez en Vélo de Style)	2022	S	—	450	—	450	—
9358-9307 Québec inc. (Hôtel-Motel La Différence)	2021	S	—	307	—	307	—
9375-3226 Québec inc. (OK Pneus La Malbaie)	2020	S	—	333	—	333	—
9375-3325 Québec inc. (Enviro Jim)	2022	S	—	444	—	444	—
Armoires de Cuisine Milmonde inc.	2021	M	—	382	—	382	—
Caron automobiles inc.	2022	S	—	339	—	339	—
Centre de production Laflamme inc.	2022	M	—	431	—	431	—
Champlain Tabouret Performance S.E.C.	2023	M	—	—	—	—	—
Fonds Qscale s.e.c.	2021	S	40 000	26 620	—	66 620	—
Garage Henri-Louis Bégin inc.	2022	S	—	349	—	349	—
Gestion Groupe Fournier inc.	2022	M	13 600	—	—	13 600	—
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	—	543	—	543	—
Groupe Filgo inc.	2012	S	21 386	—	—	21 386	—
Groupe Industries Fournier inc.	2013	M	—	5 135	—	5 135	—
Hortau inc.	2010	M	2 867	—	—	2 867	—
Importation Kayaks Sup inc.	2022	S	—	424	—	424	—
Industries Amisco Itée (Les)	2018	M	3 976	—	—	3 976	—
Industries RAD inc.	2021	M	—	4 583	—	4 583	—
Inovia inc.	2022	M	—	230	—	230	—
K.A.B.I.N.E.T. Cuisine inc.	2022	M	—	279	—	279	—
KSM inc.	2023	M	—	2 282	—	2 282	—
Métal Duquet (1994) inc.	2022	M	—	444	—	444	—
P.H. Tech inc.	2022	M	2 907	1 248	—	4 155	—
Pro-Mérite inc.	2022	S	—	500	—	500	—
Produits de Filtration Grenier inc.	2020	M	—	280	—	280	—
Quantum Juricomptable inc.	2021	S	—	202	—	202	—
Québec Peinture inc.	2021	S	—	68	—	68	—
Ressorts Liberté inc.	2019	M	22 500	14 692	—	37 192	—
Solutions Chemco inc.	2021	S	—	362	—	362	—
Solutions Mécanique Diesel inc.	2021	S	—	392	—	392	—
Tapis Venture inc.	2022	M	—	472	—	472	—
Total Chaudière - Appalaches			107 236	62 548	—	169 784	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$			
Côte-Nord								
2311-7757 Québec inc. (Construction et Ferblanterie J.B. Sept-îles)	2021	S	—	403	—	403	—	
9011-1501 Québec inc. (Location Gestion S.P.)	2021	S	—	681	—	681	—	
9454-0192 Québec inc. (BX Services Aviation)	2022	S	—	438	—	438	—	
CJB inc.	2022	S	—	458	—	458	—	
Total Côte-Nord			—	1 980	—	1 980	—	
Estrie								
135456 Canada inc. (Créations Jade)	2022	M	—	437	—	437	—	
2757-5158 Québec inc.	2024	M	2 000	—	—	2 000	—	
9075-8665 Québec inc. (Trevi Granby)	2022	S	—	144	—	144	—	
9155-7280 Québec inc. (Vausco)	2021	S	—	455	—	455	—	
9187-9684 Québec inc. (M.A.G. Express)	2023	S	—	425	—	425	—	
9283-1312 Québec inc. (Vraies Richesses (Les))	2022	M	—	229	—	229	—	
9321691 Canada inc. (Unik Parquet)	2021	S	—	403	—	403	—	
A7 Intégration inc.	2021	M	—	417	—	417	—	
Bornes électriques Québec inc.	2021	M	—	382	—	382	—	
Carrier Sports inc.	2024	S	—	500	—	500	—	
Centre de rénovation Stanstead inc.	2020	S	—	340	—	340	—	
CFO masqué inc. (Le)	2022	S	—	249	—	249	—	
Clôtures Orford inc.	2019	S	—	203	—	203	—	
Concept Odaxio inc. (Cuisines modernes de l'Estrie inc.)	2020	M	—	235	—	235	—	
Consultants Serge Brochu inc. (Les)	2022	S	—	438	—	438	—	
Échafaudages Sécur-It inc.	2022	M	—	465	—	465	—	
E-Solutions Groupe d'ameublement inc.	2020	M	32 880	10 199	—	43 079	—	
Emballages Poly-Pro inc. (Les)	2023	S	—	500	—	500	—	
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	500	—	—	500	—	
Exo-s inc.	2012	M	20 572	—	—	20 572	—	
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	11 460	7 648	—	19 108	—	
FuturCarb inc.	2022	S	—	437	—	437	—	
Gestion Jérico inc.	2021	M	—	41 900	—	41 900	—	
Groupe Conseil Brieau inc.	2022	S	—	451	—	451	—	
Groupe MFFE inc.	2022	S	—	163	—	163	—	
H.L. Boisvert inc.	2023	M	—	500	—	500	—	
Hydro Coupe CRC Itée	2023	M	—	500	—	500	—	
Imeka Solutions inc.	2021	IT	—	809	—	809	—	
Imprimerie Précis-Grafik inc.	2009	M	1 500	—	140	1 640	—	
Innomalt inc.	2021	M	1 250	4 390	—	5 640	—	
Installations Électriques R. Théberge inc. (Les)	2023	S	—	250	—	250	—	
Kemestrie inc.	2010	IT	527	—	—	527	—	
Microbrasserie La Memphré inc.	2021	S	—	338	—	338	—	
Monteurs d'acier inc. (Les)	2022	S	—	89	—	89	—	
Mécanique de performance Panthera Motorsports inc.	2021	M	—	—	276	276	—	
Plastique M.P. inc.	2021	M	—	410	—	410	—	
Soudures Richard St-Amant inc.	2022	M	—	458	—	458	—	
Technologie Demtroys inc.	2019	M	—	1 674	—	1 674	—	
Technologie Leadfox inc.	2019	IT	—	2 712	—	2 712	—	
Technologies Boréas inc.	2023	IT	2 082	1 500	—	3 582	—	
Technologies Cdware inc.	2021	S	—	2 828	—	2 828	—	
TherAppx inc.	2022	IT	—	343	—	343	—	
Vistech Estrie inc.	2022	S	—	451	—	451	—	
Total Estrie			72 771	83 872	416	157 059	—	

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine								
9253-1466 Québec inc. (Lapierre Ancestrale)	2022	S	—	493	—	493	—	
Atelier du Pêcheur inc.	2022	S	—	444	—	444	—	
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)	2018	S	—	449	—	449	—	
Kemer inc.	2022	S	—	361	—	361	—	
Protection Garvex inc.	2021	S	—	410	—	410	—	
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			—	2 157	—	2 157	—	
Hors Canada								
Syntara Limited	2010	IT	2 360	—	—	2 360	—	
Total Hors Canada			2 360	—	—	2 360	—	
Lanaudière								
9111-0767 Québec inc. (Gary Schwartz)	2021	S	—	375	—	375	—	
ACGM Mécanique du bâtiment inc.	2022	S	—	451	—	451	—	
Arbo-Design inc.	2022	S	—	326	—	326	—	
Cloud Monitored Objects inc.	2022	S	—	212	—	212	—	
Électricité Kingston inc.	2022	S	—	451	—	451	—	
Équipements JP inc.	2022	S	—	356	—	356	—	
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	105	—	2 355	—	
Machineries Nordtrac Itée	2022	S	—	500	—	500	—	
Oliva Horticulture inc.	2023	S	—	6 829	—	6 829	—	
Total Lanaudière			2 250	9 605	—	11 855	—	
Laurentides								
9476-5724 Québec inc. (La Moisson)	2022	S	—	436	—	436	—	
Construction Dramis inc.	2021	S	—	—	431	431	—	
Construction Ultimateck inc.	2021	S	—	431	—	431	—	
Laurin, Laurin (1991) inc.	2023	S	—	500	—	500	—	
MFL Électrique inc.	2021	S	—	402	—	402	—	
Total Laurentides			—	1 769	431	2 200	—	
Laval								
6394612 Canada inc. (Basco Monde)	2022	S	—	431	—	431	—	
9388-7628 Québec inc.	2021	S	40 000	—	—	40 000	—	
DBM Technologies inc.	2020	M	14 979	—	—	14 979	—	
Ionodes inc.	2019	IT	3 682	—	—	3 682	—	
Recharge Véhicule électrique inc.	2022	S	—	458	—	458	—	
Ressources Delta Itée	2020	M	59	—	—	59	—	
Signalisation Kalitec inc.	2021	M	—	388	—	388	—	
Total Laval			58 720	1 277	—	59 997	—	
Mauricie								
Équipements St-Arnaud inc. (Les)	2020	S	—	313	—	313	—	
Gestions Thrace inc. (Les)	2022	S	—	100	—	100	—	
Joelle inc.	2023	S	—	2 000	—	2 000	—	
Matériaux spécialisés Louiseville inc.	2021	M	8 200	—	—	8 200	—	
Nautico La Tuque inc.	2023	S	—	200	—	200	—	
Total Mauricie			8 200	2 613	—	10 813	—	

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Montérégie							
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	2021	S	9 919	—	—	9 919	—
9111-5790 Québec inc. (Moss International)	2023	S	—	500	—	500	—
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	7 350	—	—	7 350	—
Agropur Coopérative	2014	M	—	31 435	—	31 435	—
Angel Host inc.	2021	IT	1 258	—	—	1 258	—
Denicourt Migué, Arpenteurs-géomètres inc.	2021	S	—	293	—	293	—
Divin Paradis inc.	2021	S	—	403	—	403	—
Énergie Volthium inc.	2023	S	—	500	—	500	—
Entrepreneurs-Peintres B.S.R. inc. (Les)	2022	S	—	233	—	233	—
Entreprises Lafrance division grains inc. (Les)	2023	S	—	500	—	500	—
Équipements colpron St-Clet inc. (Les)	2022	S	—	356	—	356	—
Espaces Lokalia	2019	S	—	31 090	—	31 090	—
FC Géosynthétiques inc.	2021	S	—	2 467	—	2 467	—
Frontenac Technologies inc.	2021	M	—	173	—	173	—
Gazéo inc.	2021	S	—	396	—	396	—
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)	2021	S	1 222	—	—	1 222	—
Gorepas industrie inc.	2022	M	—	—	493	493	—
Groupe AGF inc.	2024	M	—	9 000	—	9 000	—
Groupe Jafaco Gestion inc.	2019	M	—	22 225	—	22 225	—
Groupe Llenar inc.	2021	M	—	455	—	455	—
Groupe Norbec inc.	2017	M	4 461	—	—	4 461	—
GWI II Co-Investissements (BFL) S.E.C	2024	M	5 057	—	—	5 057	—
Industries Rainville inc.	2021	M	—	403	—	403	—
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C.	2020	S	54 112	—	—	54 112	—
Jupiter Machinerie Itée	2023	S	—	500	—	500	—
Jus Dose inc.	2019	M	1 472	717	—	2 189	—
Malga inc.	2021	S	—	317	—	317	—
Moulées Bellifrance inc. (Les)	2022	S	—	472	—	472	—
Mulligan International inc.	2022	S	—	438	—	438	—
Optima Aero inc.	2021	M	—	396	—	396	—
Sécur-Icare inc.	2023	S	—	500	—	500	—
Tando inc.	2021	S	—	500	—	500	—
Technologies Tremcar inc.	2021	M	—	17 000	—	17 000	—
Transport Claude Martel inc.	2021	S	—	293	—	293	—
Valtech Fabrication inc.	2017	M	1 596	4 882	—	6 478	—
W. Côté & fils Itée	2024	M	—	1 225	—	1 225	—
Total Montérégie			86 447	127 669	493	214 609	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Montréal							
10337803 Canada inc. (Arbell)	2019	S	—	—	387	387	—
9456-1826 Québec inc.	2022	S	12 180	—	—	12 180	—
Agence 360 inc.	2016	S	12 692	3 244	—	15 936	—
Agences AirPC inc. (Les)	2022	M	—	271	—	271	—
Agriculture Concentric inc.	2018	M	2 469	—	1 669	4 138	—
Alaya Soins inc.	2019	IT	3 543	—	—	3 543	—
Ananda Devices inc.	2019	IT	1 000	2 292	—	3 292	—
Axya inc.	2021	IT	1 048	—	—	1 048	—
AWL-Électricité inc.	2024	M	2 000	—	—	2 000	—
Brainbox AI inc.	2020	IT	9 348	—	—	9 348	—
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	2023	S	—	747	—	747	—
Champlain Chevaux Vapeurs Performance s.e.c.	2021	S	—	—	—	—	—
Champlain G2MC Performance s.e.c.	2022	S	—	—	—	—	—
CMP Ecom inc.	2021	S	—	417	—	417	—
Compagnie de location de véhicules récréatifs VanLife	2021	S	—	361	—	361	—
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)	2021	S	295	264	—	559	—
Controlsight inc.(Sécurité CTRL)	2024	IT	500	—	—	500	—
CRI Communication inc.	2022	S	—	500	—	500	—
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	S	5 411	—	—	5 411	—
Deeplite inc.	2020	IT	891	—	—	891	—
Distributions Triple A inc. (Les)	2021	S	—	410	—	410	—
Emovi inc.	2018	M	1 481	354	—	1 835	—
Entreprise Nexmoov inc. (Local Logic)	2018	IT	5 417	—	—	5 417	—
Fluent.ai inc.	2019	IT	3 109	—	—	3 109	—
Fonds de Technologie Climatique Diagram S.E.C.	2024	S	646	—	—	646	—
G2MC inc.	2022	S	21 533	—	—	21 533	—
Gestion MY01 PI inc.	2021	IT	4 963	—	—	4 963	—
Groupe Alithya inc.	2015	S	22 217	—	—	22 217	—
Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	3 833	—	20 083	—
Groupe Solotech inc.	2013	S	49 892	17 051	—	66 943	—
Interloge Lafontaine	2023	S	—	1 003	—	1 003	—
Keatext inc.	2018	IT	—	1 596	—	1 596	—
Laboratoires Ditch inc.	2021	IT	—	300	—	300	—
MedHelper inc.	2020	IT	—	682	—	682	—
Montres Solios inc. (Les)	2023	M	—	603	—	603	—
Moozoom éducation inc.	2023	IT	—	2 213	—	2 213	—
My Intelligent Machines inc.	2019	IT	2 930	—	260	3 190	—
NeuroServo inc.	2020	IT	—	1 268	—	1 268	—
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	—	1 257	6 341	—
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	5 557	958	—	6 515	—
ORO Santé inc.	2021	IT	1 250	—	254	1 504	—
Orthogone Technologies inc.	2021	S	2 924	—	—	2 924	—
Phildan inc.	2015	M	8 250	—	—	8 250	—
Prevu3D Technologies inc.	2020	IT	3 750	—	—	3 750	—
Potloc inc.	2018	IT	19 099	—	—	19 099	—
Proaction International inc.	2021	S	488	—	—	488	—
Puzzle Medical Devices inc.	2023	IT	6 077	—	—	6 077	—
Relocalize inc.	2024	IT	2 000	—	—	2 000	—
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.	2019	S	788	—	—	788	—
Restock Canada inc.	2022	S	—	1 287	—	1 287	—
Robotique infonuagique C2RO inc.	2020	IT	250	—	—	250	—
Sentier médical inc.	2021	IT	500	—	—	500	—
Sollio Groupe Coopératif	2005	M	58 500	—	—	58 500	—
Solutions Lexop inc.	2022	IT	1 500	1 140	—	2 640	—
Solutions Santé Préventive Haleo inc.	2019	IT	1 060	—	—	1 060	—
SportLogiq inc.	2024	IT	—	2 149	—	2 149	—
SPPC GN Gestion inc.	2023	M	—	—	—	—	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Montréal (suite)							
Stratuscent inc.	2020	IT	2 000	—	—	2 000	—
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.	2018	IT	585	2 533	2 076	5 194	—
Technologies Financières Mako, inc.	2021	IT	1 104	—	—	1 104	—
Technologies Korbit inc.	2022	IT	2 000	—	—	2 000	—
Technologies Optable inc.	2021	IT	6 200	—	—	6 200	—
Télécon inc.	2011	S	45 441	—	—	45 441	6 233
Tink Profitabilité Numérique inc.	2021	S	1 125	—	—	1 125	—
Vital MFG Corp.	2021	M	—	495	—	495	—
Wrk Technologies inc.	2020	IT	8 453	—	—	8 453	—
Youville Haussmann Park agence de communications inc.	2023	S	—	—	—	—	—
Zorah Bio Cosmétiques inc.	2022	M	2 000	—	—	2 000	—
Total Montréal			365 800	45 971	5 903	417 674	6 233
Nord-du-Québec							
Corporation Comète Lithium	2021	M	69	—	—	69	—
Corporation métaux précieux du Québec	2021	M	198	—	—	198	—
Cygnus Metals Limited	2021	M	350	—	—	350	—
Exploration Azimut inc.	2019	M	637	—	—	637	—
Exploration Kintavar inc.	2020	M	335	—	—	335	—
Exploration Midland inc.	2022	M	480	—	—	480	—
Harfang Exploration inc.	2019	M	439	—	—	439	—
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	75	—	—	75	—
Métaux Genius inc.	2020	M	225	—	—	225	—
Ressources GéoMégA inc.	2022	S	150	—	—	150	—
Ressources Sirius inc.	2019	M	500	—	—	500	—
Soudure G.A.M. (Chibougamau) inc.	2022	M	—	424	—	424	—
Stelmine Canada Itée	2019	M	173	—	—	173	—
XXIX Metal corp. (anc. QC Copper and Gold inc.)	2023	M	280	—	—	280	—
Total Nord-du-Québec			3 911	424	—	4 335	—
Outaouais							
13993655 Canada inc. (Gascon Équipement)	2022	S	—	413	—	413	—
3863573 Canada inc. (Mécanique PCI)	2021	S	—	424	—	424	—
9198-6455 Québec inc. (Dépanneur Thompson)	2022	S	—	712	—	712	—
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	—	—	3 462	3 462	—
Brasserie du Bas-Canada inc.	2021	M	—	354	—	354	—
Construction Michel Lacroix inc.	2019	S	—	189	—	189	—
Entreprises d'Électricité Denis Lucas inc.	2021	S	—	382	—	382	—
Habitations de l'Outaouais Métropolitain	2024	S	—	358	—	358	—
Rossmann Architecture inc.	2021	S	—	—	340	340	—
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	—	98	—	98	—
Steamatic Canada inc.	2021	S	—	361	—	361	—
Total Outaouais			—	3 291	3 802	7 093	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
10696056 Canada inc. (Widescape(MC))	2021	M	—	833	—	833	—
11077422 Canada inc. (Congèlerie l'Héritier)	2019	M	—	120	—	120	—
2740-2775 Québec inc. (Attache-Remorque Saguenay)	2024	S	—	200	—	200	—
8851450 Canada inc.	2024	M	8 102	—	—	8 102	—
9003-2541 Québec inc. (Épicerie - Boucherie Culinaire)	2022	S	—	175	—	175	—
9115-3023 Québec inc. (Voie maltée - Jonquière)	2022	S	—	—	305	305	—
9123-6794 Québec inc.	2022	S	12 600	—	—	12 600	—
9311-8818 Québec inc. (Le Lion bleu)	2022	M	—	326	—	326	—
9331-8384 Québec inc. (Okaze)	2021	S	—	300	—	300	—
9340-9415 Québec inc. (Multi DJS)	2022	S	—	90	—	90	—
9367-8126 Québec inc. (Bistro Café Summum Chicoutimi)	2022	S	—	169	—	169	—
9445-0210 Québec inc. (Restaurant Bar Mario Tremblay)	2021	S	—	191	—	191	—
9448-9911 Québec inc. (Val-Éo)	2021	S	—	2 669	—	2 669	—
Béton Dunbrick inc.	2021	M	—	361	—	361	—
Boucherie St-Hilaire (2017) inc.	2021	S	—	116	—	116	—
Chouape inc. (La)	2022	M	—	178	—	178	—
Constructions Unibec inc.	2021	S	—	94	—	94	—
Équipements Pétroliers Claude Pedneault inc. (Les)	2021	S	—	361	—	361	—
Extrême auto voiture classique inc.	2022	S	—	219	—	219	—
Forestiers G.T. inc.	2022	S	—	245	—	245	—
Gestion Rodrigue Tremblay Itée	2023	S	—	85	—	85	—
Grimard.ca inc.	2021	S	—	382	—	382	—
Groupe Canmec inc.	2004	M	12 632	—	—	12 632	—
Jean Dumas Maximum Sport inc.	2022	S	—	486	—	486	—
L.S.M. Son & Lumières inc.	2019	S	—	277	—	277	—
Lokia MT inc.	2022	S	14 420	—	—	14 420	—
MGS Métal inc.	2021	S	—	396	—	396	—
Mouleurs Transform inc.	2021	M	—	287	—	287	—
RI d'Éloïse et Destany inc.	2021	S	—	434	—	434	—
Spécialité du frein St-Félicien inc.	2022	S	—	153	—	153	—
St-Félicien Diesel (1988) inc.	2022	S	—	290	—	290	—
Structures M.H. inc.	2021	S	—	249	—	249	—
Toitures d'ici inc. (Les)	2021	S	—	204	—	204	—
Transport P.L.M. Doucet inc.	2022	S	—	94	—	94	—
V.R. du Lac inc. (Au)	2022	S	—	356	—	356	—
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			47 754	10 340	305	58 399	—

Relevé du coût des investissements à impact économique québécois (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnement \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Fonds							
Amorchem, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Boréal Capital de risque I, S.E.C.	2021	F	1 470	—	—	1 470	—
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	—	—	—	—	—
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	—	—	—	—	—
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	15 347	631	—	15 978	—
Desjardins Capital PME s.e.c.	2018	F	189 895	—	—	189 895	—
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	20 174	—	—	20 174	—
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	—	—	—	—	—
Fonds CTI Science de la vie, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Fonds d'amorçage Cycle-C3E, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Fonds d'investissement Luge I, s.e.c.	2018	F	2 205	—	—	2 205	—
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	15 261	—	—	15 261	—
Fonds d'investissement Réal III, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Fonds d'investissement Réal, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	2 348	—	—	2 348	—
Fonds d'opportunités canadiennes Brightspark II S.E.C.	2023	F	1 603	—	—	1 603	—
Fonds Ecofuel I, S.E.C.	2018	F	2 699	—	—	2 699	—
Gestion FIRA inc.	2011	F	—	—	—	—	—
Gestion Fonds de transfert d'entreprise du Québec inc.	2011	F	—	—	—	—	—
Groupe alimentaire Claridge, S.E.C.	2022	F	2 814	—	—	2 814	—
Go Capital S.E.C.	2024	F	1	—	—	1	—
Groupe W Investissements II S.E.C.	2022	F	16 880	—	—	16 880	—
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	—	—	—	—	—
Novacap TMT IV, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	—	—	—	—	—
Rho Canada Capital de Risque, S.E.C.	2024	F	—	—	—	—	—
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	4 566	—	—	4 566	—
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	16 637	—	—	16 637	—
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	3 049	—	—	3 049	—
Total Fonds			294 949	631	—	295 580	—
Total au coût			1 163 062	443 262	16 508	1 622 832	6 233

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

Le relevé du coût des investissements à impact économique québécois est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 31 décembre 2024. De plus, ce relevé présente un cautionnement octroyé par Capital régional et coopératif Desjardins.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements

Au 31 décembre 2024

(en milliers de dollars canadiens)

Relevé des autres investissements non audité (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

Description			Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (46,4 %)					
Obligations fédérales ou garanties (15,4 %)					
Fiducie du Canada pour l'habitation	2028-12-15	2,65 %	1 600	1 564	1 577
	2030-06-15	1,75 %	15 100	13 900	14 021
	2031-03-15	1,10 %	6 287	5 692	5 533
Gouvernement du Canada	2025-04-01	1,50 %	2 750	2 736	2 739
	2027-09-01	2,75 %	1 675	1 666	1 669
	2030-12-01	0,50 %	27 775	23 737	23 981
	2031-12-01	1,50 %	270	245	243
	2034-06-01	3,00 %	16 500	16 236	16 213
	2034-12-01	3,25 %	500	497	501
	2053-12-01	1,75 %	70 799	53 331	50 157
Total obligations fédérales ou garanties			143 256	119 604	116 634
Obligations provinciales, municipales ou garanties (23,6 %)					
Hydro-Québec	2060-02-15	2,10 %	3 300	2 198	2 037
	2065-02-15	4,00 %	250	242	240
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto (La)	2039-09-24	2,60 %	200	199	163
Province de la Colombie-Britannique	2044-06-18	3,20 %	1 200	1 089	1 031
	2048-06-18	2,80 %	5 000	3 669	3 913
	2050-06-18	2,95 %	8 500	7 297	6 783
Province de la Saskatchewan	2042-02-03	3,40 %	1 400	1 319	1 261
	2046-12-02	2,75 %	9 600	8 625	7 547
	2048-06-02	3,30 %	2 400	2 115	2 062
Province de l'Alberta	2050-06-01	3,10 %	4 325	3 915	3 567
Province de l'Ontario	2026-06-02	2,40 %	1	1	1
	2046-12-02	2,90 %	14 378	12 531	11 663
	2048-06-02	2,80 %	35 140	28 359	27 739
	2049-06-02	2,90 %	36 581	29 326	29 242
	2050-12-02	2,65 %	8 394	6 314	6 352
	2051-12-02	1,90 %	14 875	9 612	9 449
	2052-12-02	2,55 %	9 715	7 053	7 127
Province de Québec	2031-09-01	1,50 %	290	243	257
	2045-12-01	3,50 %	17 035	14 829	15 243
	2048-12-01	3,50 %	4 587	3 992	4 065
	2051-12-01	3,10 %	3 000	2 885	2 461
	2053-12-01	2,85 %	38 021	29 424	29 384
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2050-10-17	2,65 %	1 000	990	724
	2054-10-17	4,10 %	450	400	424
Province du Manitoba	2043-03-05	3,35 %	2 425	2 215	2 125
	2046-09-05	2,85 %	2 142	1 568	1 693
	2048-09-05	3,40 %	1 850	1 627	1 592
	2052-09-05	2,05 %	527	348	336
TransLink	2030-07-03	1,60 %	800	800	731
Total obligations provinciales, municipales ou garanties			227 386	183 185	179 212

Relevé des autres investissements non audité (en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

Description			Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations d'institutions financières (7,4 %)					
		5,29 %			
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2025-03-07	2,75 %	7 600	7 584	7 592
Banque de Montréal	2025-01-03	5,09 %	4 400	4 399	4 396
	2025-09-18	4,00% *	2 500	2 500	2 501
Banque Nationale du Canada	2025-10-20	3,94% *	10 000	10 000	10 000
Banque Royale du Canada	2025-03-21	4,25% *	600	600	600
Banque Scotia	2025-06-27	5,04% *	2 000	2 000	2 001
	2025-02-03	2,16 %	9 300	9 285	9 289
Banque Toronto-Dominion	2025-03-13	1,94 %	2 000	1 993	1 995
	2025-09-09	2,67 %	8 000	7 939	7 958
Honda Canada Finance	2025-05-23	3,44 %	10 000	9 989	10 006
Total obligations d'institutions financières			56 400	56 289	56 338
Total obligations			427 042	359 078	352 184
Instruments de marché monétaire (9,8 %)					
Financière CDP inc.	2025-03-12	3,97 %	4 000	3 969	3 969
Gouvernement du Canada	2025-03-12	3,27 %	2 000	1 987	1 987
	2025-03-27	3,14 %	750	744	744
Groupe TMX	2025-01-16	3,47 %	2 000	1 997	1 997
Honda Canada Finance	2025-01-15	4,05 %	1 250	1 248	1 248
Manitoba Hydro	2025-01-16	3,28 %	2 250	2 247	2 247
North West Redwater Partnership	2025-01-14	3,70 %	2 000	1 997	1 997
	2025-01-23	3,40 %	8 000	7 983	7 983
Province de l'Île-du-Prince-Édouard	2025-02-04	3,57 %	4 000	3 986	3 986
Province de l'Ontario	2025-02-05	3,77 %	1 500	1 494	1 494
	2025-04-02	3,75 %	13 500	13 376	13 376
	2025-06-18	3,18 %	10 000	9 855	9 855
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2025-01-23	3,70 %	4 300	4 290	4 290
	2025-03-13	3,21 %	10 000	9 937	9 937
Société de transport de Montréal	2025-01-20	3,28 %	6 000	5 989	5 989
Ville de Montréal	2025-02-28	3,65 %	3 050	3 032	3 032
Total instruments de marché monétaire			74 600	74 131	74 131
Contrat de change (0,1 %)					
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2025-06-30,	1,42960 \$ CA/\$ US	57 538 \$ US	—	167
	2025-06-30,	1,50660 \$ CA/ €	20 357 €	—	282
Total contrats de change				—	449

* Taux variable

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 31 décembre 2024

Description	Nombre de parts	Coût \$	Juste valeur \$
Fonds d'actions canadiennes (8,5 %)			
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1 629 177	25 198	34 470
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	777 023	23 493	29 690
Total fonds d'actions canadiennes		48 691	64 160
Fonds immobiliers (14,7 %)			
Fonds CORE Fiera Immobilier	55 535	72 285	80 130
Fonds nourricier immobilier direct mondial Invesco	22 521	33 837	31 202
Total fonds immobiliers		106 122	111 332
Fonds infrastructures (9,3 %)			
Fonds DGIA Infrastructures privées mondiales	—	60 000	70 542
Total fonds infrastructures		60 000	70 542
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (11,3 %)			
Fonds CC&L Q Marché neutre	336 947	87 222	85 899
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		87 222	85 899
Stratégie neutre au marché (0,0 %)			
Actions cotées (0,5 %)			
ARC Resources Ltd	11 262	283	294
Brookfield Corporation	5 958	489	492
Canadian Pacific Kansas City Limited	3 597	390	374
Constellation Software Inc.	133	612	591
Fairfax Financial Holdings Limited	235	380	470
Groupe AtkinsRéalis inc.	3 719	248	284
Groupe Dynamite inc.	34 286	721	667
Pembina Pipeline Corporation	6 093	337	324
RB Global Inc.	2 420	272	314
Systèmes Descartes (Canada) inc.	1 495	250	244
Total actions cotées		3 982	4 054
Engagements afférents à des titres vendus à découvert (-0,5 %)			
Fortis Inc.	(3 493)	(217)	(209)
Global X Investments Canada inc.	(4 984)	(250)	(249)
Industrial Select Sector SPDR Fund	(960)	(181)	(182)
Invesco QQQ Trust Series	(342)	(254)	(251)
iShares S&P/TSX 60 Index ETF **	(76 063)	(2 858)	(2 850)
Vanguard S&P 500 Index ETF	(2 252)	(343)	(338)
Total engagements afférents à des titres vendus à découvert		(4 103)	(4 079)
Total stratégie neutre au marché		(121)	(25)
Total autres investissements (100,0 %)		735 123	758 672

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires

Au 31 décembre 2024

(en milliers de dollars canadiens)

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)

Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Capital croissance PME II s.e.c.	50,00				
Abitibi-Témiscamingue					
9003-4257 Québec inc. (Centre de camping et propane d'Amos)		—	—	80	80
Probe Gold inc.		6	—	—	6
Ressources Cartier inc.		51	—	—	51
Ressources Yorbeau inc. (Les)		31	—	—	31
Total Abitibi-Témiscamingue		88	—	80	168
Bas-Saint-Laurent					
Gestion AFM-Séma inc.		3 254	—	—	3 254
Location Jesna inc.		—	56	47	103
Produits métalliques Pouliot Machinerie inc.		—	—	66	66
PVP Média inc.		250	—	—	250
Total Bas-Saint-Laurent		3 504	56	113	3 673
Capitale-Nationale					
9295-4874 Québec inc. (Naterro - Santé, pharma et cie)		34	—	—	34
Panthera Dental inc.		188	—	—	188
R. Bouffard & Fils inc.		—	—	136	136
Total Capitale-Nationale		222	—	136	358
Centre-du-Québec					
2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)		—	23	—	23
Mobilicab inc.		—	—	654	654
Total Centre-du-Québec		—	23	654	677
Chaudière - Appalaches					
Emballages E.B. Itée (Les)		—	37	—	37
Productions Horticoles Demers inc. (Les)		188	518	188	894
Serres Demers inc. (Les)		—	—	198	198
Transport St-Agapit inc.		—	—	81	81
Total Chaudière - Appalaches		188	555	467	1 210
Estrie					
Attraction inc.		—	70	—	70
Avizo Experts-Conseils inc.		—	75	—	75
Khrome Produit - Transport (KPT) inc.		—	153	—	153
Total Estrie		—	298	—	298
Fonds					
Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.		11	—	—	11
Total Fonds		11	—	—	11

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00					
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)		—	—	86		86
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)		—	—	108		108
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		—	—	194		194
Lanaudière						
Cryos Technologies inc.		857	119	—		976
Nouveau Monde Graphite inc.		31	—	—		31
Total Lanaudière		888	119	—		1 007
Laurentides						
Jean-Jacques Campeau inc.		2 116	—	—		2 116
Multi Online Distribution inc. (Multinautic)		—	80	—		80
Technoflex International inc.		350	—	—		350
Total Laurentides		2 466	80	—		2 546
Montérégie						
Constructions 3P inc.		—	103	—		103
W. Côté & fils ltée		—	269	—		269
Total Montérégie		—	372	—		372
Montréal						
9230-2629 Québec inc. (Groupe Résidence des bâtisseurs)		—	—	2 738		2 738
Groupe Shemie inc.		—	—	23		23
Masdel inc.		225	—	—		225
Mines Abcourt inc.		28	—	—		28
Sphère Média inc.		1 000	652	—		1 652
Total Montréal		1 253	652	2 761		4 666
Nord-du-Québec						
Corporation Comète Lithium		76	—	—		76
Exploration Azimut inc.		48	—	—		48
Exploration Dios inc.		103	—	—		103
Exploration Kintavar inc.		156	—	—		156
Exploration Midland inc.		69	—	—		69
Harfang Exploration inc.		103	—	—		103
Ressources GéoMégA inc.		43	—	—		43
Ressources Sirios inc.		50	—	—		50
Ressources Tarku ltée		47	—	—		47
Stelmine Canada ltée		71	—	—		71
Total Nord-du-Québec		766	—	—		766

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00					
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)		—	—	18		18
9328-9486 Québec inc. (Groupe Démex-Centrem)		104	—	—		104
9348-0739 Québec inc. (L'Usine - VM)		—	—	68		68
9365-4606 Québec inc. (La Voie Maltée)		975	—	—		975
Communications Télésignal inc.		338	—	—		338
Équipements industriels Barsatech inc.		—	—	51		51
Télénet Informatique inc.		275	—	—		275
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		1 692	—	137		1 778
		11 078	2 155	4 542		17 775
Fonds engagés mais non déboursés						—
Total Capital croissance PME II s.e.c.						17 775

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c.	38,13				
Abitibi-Témiscamingue					
11360345 Canada inc.		—	—	166	166
2985080 Canada inc.		—	—	190	190
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)		—	594	—	594
Abitibi Géophysique inc.		—	517	—	517
Atelier Rivard inc.		—	—	36	36
Créations Thermodoor inc.		—	191	—	191
Draperies Réginald inc.		—	8	—	8
Galarneau Entrepreneur Général inc.		763	—	—	763
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.		—	648	—	648
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.		1 100	1 138	—	2 238
Moto Sport du Cuivre inc.		—	—	381	381
P.D.G. Industries inc.		—	—	305	305
Papeterie Commerciale de Val-d'Or inc.		—	3	—	3
Perseus Services-Conseils inc.		—	32	—	32
Pièces J.G.R. Amos inc. (Les)		—	477	—	477
Total Abitibi-Témiscamingue		1 863	3 608	1 078	6 549
Bas-Saint-Laurent					
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)		—	—	66	66
André Hallé & fils ltée		—	239	—	239
Bois CFM inc.		—	—	381	381
Créations Verbois inc.		—	765	—	765
Électronique Mercier ltée		—	297	—	297
Fromagerie des Basques inc.		—	381	—	381
Gestion Rima 2013 inc.		—	—	40	40
Gestion Rock Morel inc.		—	—	286	286
Groupe Chênevert inc.		—	695	—	695
Maison du Lac Témiscouata inc. (La)		—	51	—	51
Maskinen inc.		—	—	175	175
Produits métalliques A.T. inc. (Les)		—	194	—	194
Services agricoles de la Vallée (2006) inc.		—	—	191	191
Services à domicile de la région de Matane (Les)		—	—	171	171
Signalisation B.S.L. inc.		—	—	191	191
Trailex les remorques de Rimouski inc.		—	—	953	953
Transport Gérard Hallé inc.		—	54	—	54
Total Bas-Saint-Laurent		—	2 676	2 454	5 130

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13					
Capitale-Nationale						
9269-6988 Québec inc.		—	172	—		172
9274-8292 Québec inc.		—	—	1 907		1 907
9333-9455 Québec inc.		—	—	138		138
9450-4214 Québec inc.		2 330	952	—		3 282
9518-5708 Québec inc. (Station-Service G. et M. Leroux)		—	214	—		214
Alarme Expert inc.		—	95	—		95
Can-Explore inc.		—	707	—		707
Capilex-Beauté ltée		—	63	—		63
Cristal Contrôles Ltée		—	95	—		95
Équipements E.S.F inc.		—	3 050	—		3 050
Granite D.R.C. inc.		610	843	—		1 453
Groupe Binani Desbo inc.		—	92	—		92
Groupe Restos Plaisirs inc. (Le)		—	666	—		666
KSO inc.		3 088	—	—		3 088
Lasertech industries inc.		—	47	—		47
Manulift E.M.I. ltée		2 542	1 271	—		3 813
Micro Logic Sainte-Foy ltée		—	—	3 860		3 860
Produits Pâtisserie Michaud inc.		—	28	—		28
Pronature inc.		—	103	—		103
Radio-Onde inc.		—	858	—		858
S.R.S. Environnement inc.		—	496	—		496
Service d'équipement G.D. inc.		—	—	1 907		1 907
Solugaz inc.		—	376	—		376
Xeos Imagerie inc.		—	272	—		272
Total Capitale-Nationale		8 570	10 400	7 812		26 782
Centre-du-Québec						
9015-5144 Québec inc. (RCL)		—	—	578		578
9091-8558 Québec inc. (Service Avicole JGL)		—	—	42		42
9481-2815 Québec inc.		—	649	—		649
Académie internationale Zig Zag		—	—	162		162
Buropro Citation inc.		—	1 144	—		1 144
Groupe JMD Métal inc.		—	381	—		381
Groupe Korok inc.		554	109	—		663
Kirouac Procédés Polymères inc.		—	—	191		191
Placements P.F. inc. (Les), Fournelleco inc. et Fournelle		—	—	763		763
Signé Carneau Paysagiste inc.		—	191	—		191
Skytech Élévation inc.		—	191	—		191
Sérigraphie Élite inc.		—	136	—		136
Transport Dessaults inc.		—	—	144		144
Vibrotech inc.		—	763	—		763
Warwick International inc.		—	534	—		534
Total Centre-du-Québec		554	4 098	1 880		6 532

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13				
Chaudière - Appalaches					
9100-9647 Québec inc.		—	—	160	160
9244-6699 Québec inc. (Produits Versaprofiles inc. (Les))		72	—	—	72
AEF Global inc.		—	8	—	8
Ancia Personnel inc.		—	12	—	12
Atlantique Développement inc. (Garage S.M. Audet inc.)		—	201	—	201
C.I.F. Métal Itée		1 606	—	—	1 606
Construction Couture & Tanguay inc.		—	191	—	191
Construction M.G.P. inc.		—	—	184	184
Fabrication P.F.L. inc.		—	—	286	286
Fonderie Poitras Itée		840	911	—	1 751
Garage Gilmyr inc.		—	—	263	263
Gestion ABC Adstock inc.		—	—	148	148
Humaco Acoustique inc.		—	95	—	95
Humaco Construction inc.		—	283	—	283
Immobilisation 2010 inc.		—	—	473	473
Industries RAD inc.		—	3 495	—	3 495
J.L. Leclerc et fils inc.		1 294	—	—	1 294
L'entrepôt du pneu de la Mauricie inc.		—	—	467	467
L. & G. Cloutier inc.		—	—	1 144	1 144
Litières Ripbec inc. (Les)		—	51	—	51
Métallifer Aluminium inc.		—	—	1 804	1 804
Nutech inc.		477	618	—	1 095
P.H. Tech inc.		2 878	1 236	—	4 114
Placide Martineau inc.		—	—	325	325
Planchers Mercier inc. (Les)		—	—	1 907	1 907
Plate 2000 inc.		—	—	21	21
Portes et Fenêtres Isothermic inc.		—	450	—	450
Productions Horticoles Demers inc. (Les)		999	370	389	1 758
R.C.M. Modulaire inc.		1 907	1 957	—	3 864
SCM-GL inc.		—	—	230	230
Technologies Smartrek inc.		—	297	—	297
Umano Médical inc.		—	1 907	—	1 907
Usitechnov industries inc.		—	381	—	381
Vachon Auto Itée		—	—	806	806
Total Chaudière - Appalaches		10 073	12 463	8 607	31 143
Côte-Nord					
9115-7115 Québec inc. (Résidence des Bâtisseurs, Sept-Îles)		—	—	91	91
GAUMAR Environnement inc.		—	—	674	674
Pêcheries LD inc.		—	61	—	61
Total Côte-Nord		—	61	765	826

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13					
Etrie						
2757-5158 Québec inc.		3 813	—	—		3 813
4369530 Canada inc.		—	—	497		497
9045-7631 Québec inc.		—	—	152		152
9055-2647 Québec inc. (Rock Moto Sport)		—	—	572		572
9443-9965 Québec inc. (BeSpline)		—	—	225		225
9470-0135 Québec inc.		—	—	379		379
AB Tech Services Polytechniques inc.		—	659	—		659
Agri-Services St-Laurent inc.		—	419	—		419
Centrik Capital inc.		229	—	—		229
DBO Expert inc.		—	138	—		138
Distribution MC Arsenal inc.		—	648	—		648
Groupe Cabico inc.		1 430	—	—		1 430
Lefko Produits de Plastique inc.		—	763	—		763
Plastiques Folia inc. (Les)		—	381	—		381
Pliages Apaulo inc. (Les)		95	642	—		737
Pompage de béton JPB inc.		—	—	286		286
Portes et fenêtres Vallée inc.		—	114	—		114
Systèmes Téléphoniques de l'Etrie inc.		—	—	334		334
Wiptec inc.		—	763	—		763
Total Etrie		5 567	4 527	2 445		12 539
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
9131-0037 Québec inc. (Manoir du Havre)		—	—	1 094		1 094
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)		—	—	492		492
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)		—	—	134		134
9428-7356 Québec inc. (Constructions M.R.S. inc. (Les))		—	477	—		477
9440-9760 Québec inc.		—	—	98		98
Construction L.F.G. inc.		—	—	1 064		1 064
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)		—	—	169		169
Poissons frais des Îles inc.		—	502	—		502
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		—	979	3 051		4 030
Lanaudière						
2635-8762 Québec inc. (Express Mondor)		1 907	566	—		2 473
9269-1419 Québec inc. (SurfaceLabo)		—	—	1 661		1 661
9293-8927 Québec inc. (Intermarché St-Roch-de-L'Achigan)		—	—	171		171
Cyberimpact inc.		—	610	—		610
Dentisterie Hanok inc.		—	—	1 239		1 239
Karam Fruits et Légumes inc.		—	—	381		381
Nanuk Protection d'équipements inc.		—	4 397	—		4 397
Pattes et Griffes inc.		—	—	610		610
Paul Arbec inc.		—	1 620	—		1 620
Total Lanaudière		1 907	7 193	4 062		13 162

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13				
Laurentides					
12420015 Canada inc.		—	623	—	623
9422-8806 Québec inc.		—	—	3 813	3 813
Agrikom inc.		—	—	1 133	1 133
Excavation Mastromatteo inc.		—	481	—	481
Flo-Fab inc.		—	45	—	45
Importations A1 inc.		—	—	1 716	1 716
Multi Online Distribution inc. (Multinautic)		—	—	610	610
Pièces d'autos Léon Grenier (1987) inc. (Les)		—	118	—	118
Premier Soins D'Amérique inc.		—	—	2 983	2 983
Proservin inc.		—	—	763	763
Tisseur inc.		—	—	1 144	1 144
Total Laurentides		—	1 267	12 162	13 429
Laval					
9257-4607 Québec inc. (Piscine Okéanos Québec)		—	845	—	845
9388-7628 Québec inc.		3 813	—	—	3 813
Construction Jadco inc.		—	—	2 302	2 302
D'Aronco, Pineau, Hébert, Varin inc.		—	—	1 144	1 144
DBM Technologies inc.		3 813	—	—	3 813
Investissements Odevco inc.		—	—	979	979
MEDIAVORE interactif inc.		—	114	—	114
Plantes d'intérieur Véronneau inc. (Les)		—	181	—	181
Savons Prolav inc.		—	—	67	67
Total Laval		7 626	1 140	4 492	13 258
Mauricie					
9027-9118 Québec inc. (Trois-Rivières Honda)		—	651	—	651
Intersis Capital inc.		—	—	726	726
Matériaux spécialisés Louiseville inc.		3 813	—	—	3 813
Portes & Fenêtres Nouvel Horizon inc.		—	381	—	381
Solutions Genyk inc.		—	279	—	279
Usinage Servitech inc.		—	490	—	490
Total Mauricie		3 813	1 801	726	6 340

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13				
Montérégie					
3894207 Canada inc. (Barbies TM)		—	68	—	68
4209214 Canada inc. (Voies de service V12 Internationale (Les))		—	100	—	100
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)		4 130	664	—	4 794
9165-1083 Québec inc. (Groupe Chevalier et Séguin)		—	758	—	758
9219-3267 Québec inc. (Repas WeCook)		2 998	424	—	3 422
9378-5962 Québec inc.		229	238	—	467
Alain Royer Consultant inc.		563	—	—	563
Asselin Mécanique Industrielle inc.		—	464	—	464
Atelier d'usinage Richelieu inc.		—	367	—	367
Bigo inc.		—	53	—	53
Cloisons Corflex inc. (Les)		—	257	—	257
Construction A.R. Laprade Itée		—	470	—	470
Creos Experts-Conseils inc.		—	—	381	381
Excavation Laflamme et Ménard inc.		—	162	—	162
Excellence Hydraulique inc.		—	709	—	709
Gestion Dclac inc.		—	972	—	972
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)		792	—	—	792
Gestion Famille Déziel inc.		—	—	3 813	3 813
Groupe AGF inc.		—	3 813	—	3 813
Groupe DCM inc.		1 907	—	—	1 907
Groupe Galileo inc.		366	—	—	366
Groupe Helios inc.		—	—	1 376	1 376
Groupe Satori inc.		—	270	—	270
Import / Export Beauchamp International inc.		—	—	610	610
Liaison de Partenaires Médicaux Canadiens Langevin &		—	477	—	477
LOC International inc.		458	1 163	—	1 621
Location Thomas inc.		—	723	—	723
Multi PSI inc.		—	381	—	381
Talthi inc.		—	354	—	354
Technologies Tremcar inc.		—	3 813	—	3 813
Vêtements SP inc. (Les)		—	—	1 716	1 716
Total Montérégie		11 443	16 700	7 896	36 039

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13				
Montréal					
7198795 Canada inc. (Au Noir)		—	—	466	466
9286-7373 Québec inc. (Ewool doublures chauffantes)		—	1 577	—	1 577
9428-1227 Québec inc. (Substance Stratégies Numériques)		—	645	—	645
Carrosseries de Lasalle A.M. inc. (Les)		—	179	267	446
Champlain Chevaux Vapeurs Performance s.e.c.		—	—	—	—
Champlain G2MC Performance s.e.c.		—	—	—	—
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)		1 125	1 007	—	2 132
DEK Canada inc.		—	615	—	615
Digicast inc.		3 050	—	—	3 050
Emballages OnduCorr inc. (Les)		—	667	—	667
Entrepôts Fruigor inc. (Les)		—	596	—	596
Équilibrium inc.		517	655	—	1 172
Escalier Mtl inc.		—	—	499	499
Fleece Factory inc.		—	—	572	572
G2MC inc.		4 105	—	—	4 105
Gastronomia Aliments Fins inc.		686	766	—	1 452
Groupe Bugatti inc. (Le)		—	761	—	761
Groupe Canva inc.		1 144	1 600	—	2 744
Groupe Digitad inc.		—	458	—	458
Groupe Gorski ltée		—	—	220	220
Groupe Média Minicucci inc.		—	—	623	623
Groupe Shemie inc.		—	—	1 555	1 555
GTI Canada inc.		—	—	76	76
Institut Néomed		—	—	352	352
IP4B inc.		—	89	—	89
Kim Lam (1982) inc.		—	—	—	—
KS2 Corp inc.		—	—	381	381
Maintenance Reftech International inc.		—	—	110	110
Orthogone Technologies inc.		2 272	217	—	2 489
Pénéga Communication inc.		—	232	—	232
Physio Extra inc.		—	—	632	632
Proaction International inc.		3 151	—	—	3 151
Proceco ltée		—	—	1 525	1 525
Reftech international inc.		—	—	623	623
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.		3 622	—	—	3 622
Services Altanora inc.		—	487	—	487
Solutions Intelligentes AISury inc.		24	—	—	24
Tink Profitabilité Numérique inc.		715	—	—	715
XcCommerce inc.		837	307	—	1 144
Total Montréal		21 248	10 858	7 901	40 007
Nord-du-Québec					
I.D. Logique inc.		—	156	—	156
Total Nord-du-Québec		—	156	—	156

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Desjardins Capital PME s.e.c. (suite)	38,13					
Outaouais						
7510420 Canada inc.		—	163	—		163
Affichage National inc.		—	—	31		31
Arrosage Outaouais Lawn Care inc.		—	65	—		65
Groupe Raymond et Associé / Group inc.		—	—	858		858
Total Outaouais		—	228	889		1 117
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
2724600 Canada ltée (Industries Soudex)		—	42	—		42
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)		—	—	168		168
8851450 Canada inc.		3 216	—	—		3 216
9020-2938 Québec inc. (Service de pneus Potvin)		—	590	—		590
9135-0512 Québec inc. (Pièces d'autos Choc)		—	76	—		76
9168-0785 Québec inc. (Pronature)		—	201	—		201
9489-7287 Québec inc.		—	—	212		212
Broadnet Telecom inc.		—	—	696		696
Charl-Pol inc.		—	665	—		665
Claveau & Fils inc.		—	—	286		286
Communications Télésignal inc.		—	138	—		138
Groupe Ongerneige inc.		—	103	—		103
Inotech Fabrication Normandin inc.		210	604	—		814
J.F. inc.		—	557	—		557
Lavil Entrepôt inc.		—	103	—		103
Lokia MT inc.		2 128	—	—		2 128
Manesco inc.		—	—	365		365
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)		—	515	—		515
Service électronique professionnel (S.E.P.) inc.		—	12	—		12
Services internet Sag-Lac Wimax inc. (UniRéso Télécom)		—	191	—		191
Société en commandite Lokia Trois-Rivières		—	—	2 347		2 347
STC Manufacturier inc.		—	50	—		50
Theka Industries inc.		—	250	—		250
Transport Réal Villeneuve inc.		—	—	686		686
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean		5 554	4 097	4 760		14 411
		78 218	82 252	70 980		231 450
Fonds engagés mais non déboursés						10 262
Total Desjardins Capital PME s.e.c.						241 712

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	60,67				
Hors Canada					
Aldes Aeraulique SAS		1 680	960	—	2 640
Apside Advance		1 430	612	—	2 042
Finakem (Minafin)		717	187	—	904
Fintex 2		462	3	—	465
Futurix SAS		448	448	—	896
Ginger Participations		918	496	—	1 414
LVS World Holding SAS		1 703	1 012	—	2 715
Mobilitec 2		—	1 027	—	1 027
Rondot International SAS		2 486	238	—	2 724
Vanoise Stratégie		92	925	—	1 017
Xtech Holding (OEP French Bidco)		1 581	—	—	1 581
Total Hors Canada		11 517	5 908	—	17 425
Laval					
DBM Technologies inc.		2 672	—	—	2 672
Total Laval		2 672	—	—	2 672
Montréal					
9456-1826 Québec inc.		1 583	—	—	1 583
Groupe Solotech inc.		1 434	—	—	1 434
Proaction International inc.		1 138	—	—	1 138
Total Montréal		4 155	—	—	4 155
		18 344	5 908	—	24 252
Fonds engagés mais non déboursés					—
Total Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.					24 252

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2024 Desjardins - Innovatech S.E.C.	54,49				
A3 Surfaces inc.		—	183	—	183
Agriculture Concentric inc.		2 866	—	—	2 866
Airex Énergie inc.		3 179	—	—	3 179
Alaya Soins inc.		136	—	—	136
Ananda Devices inc.		153	26	—	179
AxesNetwork Solutions inc.		2 934	—	—	2 934
Emovi inc.		153	—	—	153
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et		148	—	—	148
Entreprises Durables Oxwell inc. (Les)		136	—	—	136
FjordAl Aluminium inc.		139	—	—	139
Fonds Innovexport s.e.c.		344	—	—	344
G.E.T.T. Or inc.		178	—	—	178
Hortau inc.		368	—	—	368
Imeka Solutions inc.		—	314	—	314
Inno-3B inc.		—	978	64	1 042
Innomalt inc.		352	—	—	352
Ionodes inc.		316	—	—	316
Laboratoire M2 inc.		817	—	—	817
Laserax inc.		2 765	—	—	2 765
LeddarTech inc.		—	—	1 427	1 427
My Intelligent Machines inc.		158	—	—	158
Optina Diagnostiques inc.		148	—	—	148
OxyNov inc.		1 546	—	—	1 546
Société de gestion de projets Ecotierra inc.		296	31	—	327
Solutions Greybox inc.		—	87	—	87
Systèmes Médicaux Thoraciques Thorasys inc.		316	—	—	316
Technologie Leadfox inc.		—	339	—	339
Technologies Intelia inc.		235	680	149	1 064
VIMAC Early Stage Fund L.P.		90	—	—	90
		17 773	2 638	1 640	22 051
Fonds engagés mais non déboursés					766
Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					22 817

**Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 31 décembre 2024**

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
31-12-2024 Société en commandite Essor et Coopération	94,55					
Agropur Coopérative		—	7 091	—		7 091
Bizz Coopérative de solidarité en alimentation locale		78	—	—		78
Café Cambio, coopérative de travail		142	—	—		142
Camping co-op des Érables de Montmagny		139	—	—		139
Central Café - Coop de solidarité		72	—	—		72
Chope Angus - Coop de solidarité (La)		258	—	—		258
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable		567	—	—		567
Club coopératif de consommation d'Amos		410	—	—		410
Conformit coopérative		—	1 075	—		1 075
Coop Agri-Énergie Warwick		570	—	—		570
Coop Edgar		891	—	—		891
Coop Novago (La)		4 728	—	—		4 728
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis		165	—	—		165
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi		52	—	—		52
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)		520	—	—		520
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies		126	—	—		126
Coopérative Radio Web Média des Sources		58	—	—		58
Coopérative Vision-Éducation		178	—	—		178
École Plein Soleil (Association coopérative)		473	—	—		473
Fédération des coopératives funéraires du Québec		2 534	—	—		2 534
Horisol, coopérative de travailleurs		287	—	—		287
Sollio Groupe Coopératif		4 255	—	—		4 255
		16 503	8 166	—		24 669
Fonds engagés mais non déboursés						3 425
Total Société en commandite Essor et Coopération						28 094
30-09-2024 Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA) <i>Détient des investissements dans cinquante-neuf (59) entreprises</i>	33,33	—	2	994		996
Fonds engagé mais non déboursés						—
Total Fonds d'investissement pour la relève agricole						996
31-12-2023 Groupe W Investissements II s.e.c. <i>Détient des investissements dans douze (12) entreprises</i>	19,61	12 245	—	—		12 245
Fonds engagés mais non déboursés						2 420
Total Groupe W Investissements II s.e.c.						14 665

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements respectant les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et effectués par:

- des fonds partenaires, dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 %; ou
- des fonds spécialisés, dans lesquels CRCD détient un investissement pour un montant égal ou supérieur au plus élevé de 0,2 % de son actif net ou 10 M\$.



2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8

Relations avec les investisseurs
1 888 522-3222

capitalregional.com